

Centre Commun de Recherche : Bilan 2025

Document adopté à l'Assemblée générale du 19 mars 2026

Ce document porte sur l'activité des chercheur.es du Centre Commun de Recherches tout au long de l'année 2025. Il réunit l'ensemble des travaux de recherche de l'équipe et sont classés selon qu'ils soient nouveaux, en cours, ou achevés en 2025, et regroupés par axe de recherche. Il complète cette année le programmes scientifique 2026-2030.

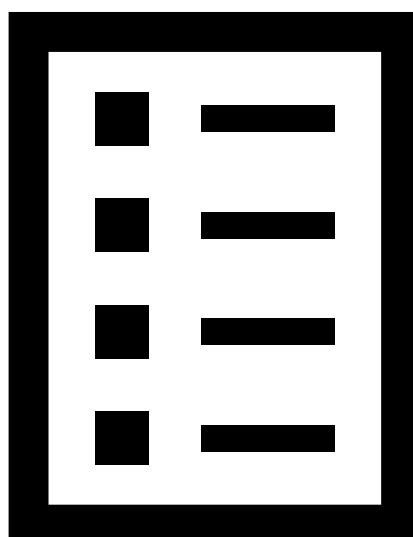


Table des matières

Publications, interventions et expertises de l'équipe de recherche en 2025	5
Publications de l'Ires en 2025	22
NOUVEAUX PROJETS 2026.....	25
« Relations professionnelles et syndicalisme »	25
« Travail et conditions de travail ».....	26
« Salaire, revenus, protection sociale »	27
« Emploi, chômage et politique d'emploi »	30
ETUDES EN COURS	31
« Relations professionnelles et syndicalisme »	31
« Travail et conditions de travail ».....	38
« Emploi, chômage et politique d'emploi »	47
« Salaire, revenus et protection sociale »	54
« Mutation du système productif, macroéconomie »	58
ETUDES ACHEVÉES EN 2025	62
« Relations professionnelles et syndicalisme »	62
« Travail et conditions de travail ».....	66
« Emploi, chômage et politique d'emploi »	72
« Mutation du système productif, macroéconomie »	Erreur ! Signet non défini.

Publications, interventions et expertises de l'équipe de recherche en 2025

Sarah Barrières

Articles

Syndicalisme en centres d'appels et (re)production de l'ordre genré dans la révolution tunisienne Article publié La nouvelle revue du travail 27/2025, dans le dossier « Syndicalismes en Afrique » novembre 2025

Communications

Présentation de l'ouvrage « Le Genre en révolution » - Sarah Barrières présentera l'ouvrage Le genre en révolution, qu'elle a coordonné avec Abir Kréfa et Saba Le Renard, lors du séminaire des Mondes Musulmans et Arabes Contemporains (SMMAC) de l'Université libre de Bruxelles (ULB) le mercredi 2 avril 2025.

Participations

Journée d'étude « Genre, mobilisations et travail », 23 juin 2025 - Participation de Sarah BARRIERES à cette journée organisée à l'Université de Tours.

Odile Chagny

Articles

Pochet P., Chagny O. (2025), Les syndicats face à de nouveaux défis : environnement, sécurité/défense et guerre commerciale, Chronique Internationale de l'IRES n°192

Chagny O. (2025), Union européenne Règlement européen sur l'intelligence artificielle : quelle place pour le dialogue social et les syndicats ? Chronique Internationale de l'IRES n°190

Chagny O. (2025), Dialogue social, Accords collectifs et Intelligence artificielle, Document de Travail n°02.2025

Participations

Conférence de master « Transformation des métiers et IA », Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 18 décembre 2025

Intervention à la conférence IA et travail organisée par Pauline Prépın de l'UVSQ. Groupe de travail DGAFP – Organisations syndicales sur l'IA, 16 décembre 2025

Participation au groupe de travail IA organisé par la DGAFP, à Paris. Formation IA Syndicat Solidaires, 12 décembre 2025

Intervention à la formation IA du syndicat Solidaires, à Saint -Denis. Séminaire IA – DREETS Région AURA, 10 décembre 2025

Participation au séminaire IA organisé par la DREETS AURA, à Lyon. Atelier « Dialogue social et IA », Rencontre Expert – Apex Isast , 4 décembre 2025

Participation aux rencontres Expert-Apex Isast sur le dialogue social et l'IA. Roundtable on AI : European answers and tools for a fair digitalisation, 4 décembre 2025

Participation à la table ronde dans le cadre des rencontres "Dealing with the transformation : Overcoming the obstacles to fair transition through collective bargaining and negotiated solutions" d'IndustriAll.

Table ronde conséquences sociales de l'intelligence artificielle pour Air France, 27 novembre 2025 - Participation à la table ronde organisée par OMNES Air France, à Roissy.

Restitution des travaux de la 38e session de l'INTEFP, 26 novembre 2025 - Participation en tant que membre du conseil scientifique de la session, à la restitution des travaux de la 38e session de l'INTEFP : "Défis écologiques, numériques et recomposition des modes de production : vers des trajectoires soutenables et désirables ?", à Paris.

Atelier numérique et travail, Conférence IA et dialogue social, 24 novembre 2025 - Participation à l'atelier organisé par l'ADIJ, l'Association pour le Développement de l'Informatique Juridique.

Table ronde « IA : Garder la main, quelles pistes concrètes », 20 novembre 2025 - Participation à la table ronde sur l'IA organisée dans le cadre des Dauphine Digital Days (DDD), à Paris.

Table ronde climat et IA, 19 novembre 2025 - Participation à la table ronde Climat, IA... comment agir pour améliorer nos conditions de travail ?" au 20e Congrès de Ugict-CGT à Metz le 19 novembre 2025

17th Annual TURI Conference, 6 & 7 octobre 2025 - Intervention lors de la 17ème conférence TURI à Copenhague : "AI and social dialogue in France : the innovative approach implemented by TU / The specific debate surrounding Public Administration AI strategy".

INTEFP : Conseiller scientifique de la 38 session de l'INTEFP, Défis écologiques, numériques et recomposition des modes de production : vers des trajectoires soutenables et désirables ? restitution des travaux en novembre 2025.

Comité Economique et Social Européen : Expert auprès de la rapporteur Franca Salis-Madinier, pour l'avis 'Une intelligence artificielle au service des travailleurs : leviers pour exploiter le potentiel et atténuer les risques de l'IA dans le cadre des politiques de l'emploi et du marché du travail' adopté en janvier 2025

Autorité des Relations Sociales des Plateformes d'Emploi (ARPE) : membre du Conseil d'Administration, membre du Conseil des Acteurs, depuis 2021

CFDT, Places du Travail : participation au Comité d'Orientation des Places du Travail (COPT), depuis l'automne 2025

After work CFDT Île-de-France, 23 septembre 2025 - Participation à la table ronde sur le thème de l'Intelligence Artificielle (IA) aux côtés de Sophie THIERY du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique et Luc MATHIEU Secrétaire National CFDT

Webinaire Dial-IA, 30 juin 2025 - Animation du webinaire Dial-IA

Voyage apprenant EN3S : Intelligence Artificielle, 19 juin 2025 - Présentation : "Dialogue social et nouvelles technologies : la nécessaire discutabilité de l'IA" à PariSantéCampus.

L'impact de l'IA au travail et le dialogue social, 18 juin 2025 - Participation à cette table ronde organisée dans le cadre du congrès de la FGMM.

Regulating AI through collective bargaining, 17 juin 2025 - Présentation avec Claire MARZO dans le cadre de ce webinaire organisé par l'ETUI (European Trade Institute).

Digitalweek de Nantes, 19 septembre 2025 - Participation à la table ronde organisée par l'UGICT dans le cadre de la Digitalweek de Nantes, sur les impacts des usages de l'intelligence artificielle sur l'environnement et les conditions de travail.

Travailler autrement, pour l'écologie ? 15 septembre 2025 - Thomas Coutrot participera à la conférence organisée par le CEET le 15 septembre prochain, "Travailler autrement, pour l'écologie ?

« La Sécurité sociale, une histoire française », 12 septembre 2025 - Intervention d'Odile JOIN-LAMBERT sur « Les grandes étapes de la construction de la protection sociale en France par rapport aux autres pays » dans le cadre de ce webinaire organisé par l'UNSA.

Conférence finale du projet européen Digilare, 11 & 12 septembre 2025 - Participation d'Odile CHAGNY à la conférence finale du projet européen Digilare, "Digitalization of of Industrial Labour Relations", coordonné par l' Universidade de Santiago de Compostela - USC, l'Universität Wien - UVienna, et ASTREES)

Réglementation et éthique de l'IA dans les ressources humaines, 10 juin 2025 - Participation à cette table ronde organisée par AFNOR Certification.

L'IA dans la fonction publique, 20 mai 2025 - Participation à la rencontre organisée par l'UNSA : "l'IA dans la fonction publique, déterminer son usage actuel et à venir au service du public et des agents, grâce au dialogue social" (Paris).

Places du travail, 15 mai 2025 - Participation à la journée de lancement du programme Places du travail (initiative de la CFDT) au collège des Bernardins (Paris).

Webinaire du GRET, 14 mai 2025 - Participation au webinaire sur l'IA organisé par le GRET.

IA & travail, 24 avril 2025 - Participation à cette journée organisée à l'ISSTO (Rennes).

Assises nationales de l'éthique du numérique, 10 et 11 avril 2025 - Participation à l'atelier "Comment concilier développement de l'IA et droits des travailleurs ?" lors de cet évènement organisé par l'Observatoire de l'éthique publique (OEP) à Nevers.

Journée d'étude sur l'IA, 3 avril 2025 - Animation des ateliers et présentation des travaux Dial-IA lors de la journée d'étude de la CFDT Journalistes et de la F3C.

Table ronde « Impacts sur le travail », 2 avril 2025 - Présentation des travaux Dial-IA dans le cadre du stage IA FSU.

Quels impacts de l'IA sur l'avenir du travail ? 19 mars 2025 Intervention avec Alexandre CORMERAIE et Thomas LANDRAIN dans le cadre de l'évènement Talents for the planet.

IA et dialogue social, 19 mars 2025 - Intervention pour la FSU Emploi.

Séminaire du projet DIGILARE, 27 et 28 février 2025 - Participation au séminaire transnational du projet DIGILARE, les 27 et 28 février 2025 à Budapest. Participation à la table ronde des parties prenantes, autour des enjeux du dialogue social technologique et du règlement sur l'IA.

Webinaire tripartite « IA et travail », 27 février 2025 - Intervention centrée sur les enjeux de productivité pendant le webinaire organisé dans le cadre du prolongement du Plan d'action G7 pour une IA sûre et digne de confiance dans le monde du travail.

Conférence internationale « L'IA & le monde du travail », 10 février 2025 - Participation à la conférence internationale "L'IA & le monde du travail" organisée à l'occasion du sommet mondial de l'IA. Présentation du projet Dial-IA parmi les bonnes pratiques et initiatives.

Séminaire Intelligence artificielle et travail, 4 février 2025 - Intervention dans la cadre du Séminaire 3 du cycle IA et travail organisé par l'OIT et l'ANACT : "Réguler le déploiement et l'usage de l'IA dans les milieux de travail : mission impossible ?".

Mettre en place un dialogue social technologique continu, 29 janvier 2025 - Intervention dans le cadre du Webinaire LaborIA Explorer.

Journée CFTC du Bien commun : Intelligence artificielle et dialogue social, 21 janvier 2025 - Participation à la journée CFTC du Bien commun.

Expertises

INTEFP : Conseiller scientifique de la 38 session de l'INTEFP, Défis écologiques, numériques et recomposition des modes de production : vers des trajectoires soutenables et désirables ? restitution des travaux en novembre 2025.

Comité Economique et Social Européen : Expert auprès de la rapporteur Franca Salis-Madinier, pour l'avis 'Une intelligence artificielle au service des travailleurs : leviers pour exploiter le potentiel et atténuer les risques de l'IA dans le cadre des politiques de l'emploi et du marché du travail' adopté en janvier 2025

Autorité des Relations Sociales des Plateformes d'Emploi (ARPE) : membre du Conseil d'Administration, membre du Conseil des Acteurs, depuis 2021

CFDT, Places du Travail : participation au Comité d'Orientation des Places du Travail (COPT), depuis l'automne 2025

Thomas Coutrot

Interventions

« Etat des lieux et propositions en matière de démocratie dans l'entreprise et pouvoir de décision des salariés », conférence à la Formation SSRE (Sécurité sociale de redirection écologique), Institut Régional du Travail, Marseille, 14/01/2025

« Partir du travail réel pour reconstruire la démocratie », Conférence à l'Institut La Boétie, Paris, 25/01/2025

« Les enquêtes CGT sur le travail réel », conférence pour la Ferc-CGT, Centre de Formation CGT Benoît Frachon, Courcelle-s-Yvette, 11/02/2025

« Pour une politique du travail vivant », audition par le Parti Socialiste (Gaétan Gorce), 4/03/2025

« La perte de sens du travail : enjeux et conséquences », Conférence au Colloque National de l'AFAE (Association Française des Acteurs de l'Education), Montpellier, 21/03/2025

« Face au management autoritaire, l'urgence de réinventer des contre-pouvoirs », interview pour Novethic, 22/04/2025

« La démocratie à partir du travail », conférence à l'Institut Rousseau, Académie du Climat, Paris, 12/04/2025

« L'évaluation du travail », conférence aux Rencontres Direction(s) « Équipes de direction : bâtir un leadership durable », Paris, Lefebvre/Dalloz, 10/05/2025

« Instituer le mot à dire sur son travail », conférence pour Les Verts (Tours), 17/05/2025

« Le statut coopératif suffit-il à libérer le travail ? », présentation au colloque international « Economie sociale et solidaire : innovation-formation-recherche – des nouvelles synergies par le dialogue global Sud-Nord », Cnam, 11/05/2025

« Il faut parler du travail avec celles et ceux qui font le travail, pour le réguler et le transformer avec eux, et non pour eux et sans eux » (tribune collective, Le Monde, 29/05/2025)

"Le sens du travail : constats partagés », interview pour le Journal de la Santé au Travail (SNPST, Syndicat National des Professionnels de la Santé au Travail), juin 2025

« Redonner la parole au travail réel », interview à la revue Services Publics, SSP (Syndicat des Services Publics), Suisse, 29/06/2025

-
- « Instituer le mot à dire sur son travail », (avec Coralie Perez), in Ehrel C., Palier B. (coord), Travailler mieux, PUF-La Vie des idées, juin 2025
- « Syndicalisme, travail, politique » (table-ronde avec J.-Y. Bonnefond, Y. Clot, T. Coutrot, S. Fortino, G. Tiffon, K. Yon), La Nouvelle Revue du Travail, n°26, 2025
- « Intervenir sur les risques psychosociaux et la perte de sens du travail », Formation au cabinet Syndex, 2/07/2025
- « Du néolibéralisme à la liberté dans le travail : redonner du sens à l'activité », Revue Administration et Education, 2025/3 n°187
- « Le conflit éthique environnemental au travail », présentation au séminaire CEET, 15/09/2025
- « Le bras long du travail », conférence pour l'association VISAT, Angers, 26/09/2025
- « Le travail au XXIème siècle », table-ronde au 1ères Rencontres Court-métrages Santé et Travail, Clermont-Ferrand, 4/10/2025
- « Autonomie au travail et comportements électoraux », conférence à l'Université populaire du 11ème arrondissement, Paris, 4/11/2025
- « The long arm of work », conférence au séminaire ETUC (CES) "Democracy under threat. An action plan for social dialogue", Anvers, 13/11/2025
- « Reconquistar o sentido do trabalho, uma aspiração revolucionária », interview pour la Revue Brésilienne de Santé au Travail (Revista Brasileira de Saúde Ocupacional), 14/11/2025
- « Le sens du travail, un levier pour l'action syndicale », intervention au congrès de l'Ugict-CGT, Metz, 19/11/2025
- « Face à l'épidémie de risques psychosociaux : Repenser le sens du travail », conférence à l'Office cantonal de l'inspection et des relations de travail, Genève, 2/12/2025
- « Les enquêtes syndicales CGT sur le travail réel », conférence, formation "Impulser la vie de la CGT", Courcelle-sur-Yvette, 4/12/2025
- « Sentido do trabalho e renascimento sindical », conférence au DIEESE (Département intersyndical brésilien d'études, d'enquêtes et de statistiques), Sao-Paulo, 11/12/2025
- « Dieese 70 anos: pesquisador francês aborda sentido do trabalho e democracia laboral », résumé de ma conférence sur le site de la CUT (Central Unica dos Trabalhadores), <https://www.cut.org.br/noticias/dieese-70-anos-pesquisador-frances-aborda-sentido-do-trabalho-e-democracia-labor-ed19>, 15/12/2025

Noémie Delahaie

Interventions

“Do signing collective agreements mean they have an influence on management practices? Considering the effectiveness of collective agreements in France”, avec Redha Fares (Ceet) et Héroïse Petit (Cnam, Lirsa, CEET):

- 43rd International Working Party on Labour Market Segmentation (IWPLMS) Conference, Utrecht University, 8-9 September 2025
- 14th International Labour and Employment Relations Association (ILERA) Conference, Durham University Business School, 10-12 September 2025.

François – Xavier Devetter

Revues à comité de lecture

Devetter FX (2025) Discontinuités des temps de travail et droits sociaux. Réflexions à partir du cas des travailleurs des services de care et du nettoyage, *BJT*, n° 10 - 2 oct. 2025.

Devetter, F. X., Jaehrling, K., Mustchin, S., & Valentin, J. (2025). ‘Buying’ or ‘making’ decent work? Varieties of insourcing public services. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 31(2), 233-250.

Burie A., FX Devetter, A. Dussuet et L. Nirello (2025) L’organisation en équipes autonomes, une voie d’amélioration des conditions de travail et d’emploi ? L’exemple de l’aide à domicile. *Annales des Mines - Gérer & comprendre*, 160(2), 10-20. <https://doi.org/10.3917/geco1.160.0010>.

Denis, J. M., Devetter, F. X., & Nirello, L. (2025). Introduction. Formes d’économie collaborative et conditions de travail et d’emploi. *Travail et emploi*, (177-178-179), 5-18.

Autres Revues

Devetter, F.-X. et Valentin, J. (2025) Le smic protège-t-il suffisamment des basses rémunérations ? *Informations sociales*, 213(1), 60-68. <https://doi.org/10.3917/inso.213.0060>.

Ouvrages collectifs

Devetter, F.-X. et Valentin, J. (2025) « L’externalisation de l’activité de nettoyage des bâtiments publics : quelle rationalité ? », pp. 83-97, in J. Arroyo et L. Vanier *Nettoyer (les locaux de) l’administration : Réflexions sur le ménage de l’État et celles – et ceux – qui le font*, IFJD, Paris.

Devetter FX (2025) Au cœur de la vie sociale mais toujours à la marge du marché du travail : des salariés essentiels mais sous-payés, pp.37-42 in *Essentiels, si essentiels* V. Achille-Revilod (dir), éditions de l’Aube, Paris.

Rapports et Documents de travail

Cresson G et FX Devetter N°02.2025 : Les Assistantes maternelles : conditions de travail et d’emploi, *Documents de travail de l’Ires*, n° 02-2025, juillet 2025

Colloques

- Devetter FX (2025) « Quel regard socioéconomique sur l'ergonomie ? Pour quelles coopérations ? » *Congrès de la Société des Ergonomes de Langue Française (SELF)*, Nanterre, 3 juillet 2025
- Devetter Fx (2025) « Cleaning jobs: what is the position of migrant workers? » *Colloque annuel de l'IMISCOE*, Paris, 4 juillet 2025
- Devetter FX, C. Lozenges et J. Valentin (2025) "Outsourcing Cleaning and Catering Services in French secondary schools", *International Working Party on Labor Market Segmentation*, Université d'Utrecht, 8-9 septembre 2025.
- Devetter FX, (2025) « Les travailleurs et travailleuses du nettoyage : contexte économique et enjeux sociaux », *Cancer et activités de nettoyage* Colloque organisé par le Giscop 84, Université d'Avignon, 11 décembre
- Devetter FX (2025) Discontinuités des temps de travail et droits sociaux. Réflexions à partir du cas des travailleurs des services de care et du nettoyage, Institut du Travail de Bordeaux, 21 mars

Séminaires

- Devetter FX (2025) « Les emplois du nettoyage », séminaire du Giscop84 Avignon, 22 janvier 2025
- Cresson G. et FX Devetter (2025) « Les assistantes maternelles : conditions de travail, emploi et trajectoires professionnelles », Séminaire du Métices, ULB, Bruxelles, 6 février 2025
- Devetter FX et J. Valentin (2025) Les zones grises de l'emploi dans le secteur du nettoyage, Séminaire « Zones Grises », ISST, Bourg la Reine, 6 mai 2025
- Devetter FX (2025) « De nouvelles formes de salariat dans les métiers « peu qualifiés » des services ? » Séminaire de Droit Social, Université Paris 1 Panthéon sorbonne, 8 décembre

Principales Interventions

- Devetter FX (2025) "Au cœur du travail dans 4 secteurs en déficit de reconnaissance : nettoyage, aide à domicile, vieillissement, petite enfance". Institut du travail de Strasbourg, 18 décembre
- Devetter FX (2025) « Des temps de travail non reconnus : les horaires atypiques dans les métiers à temps partiels », *Journée d'études Que sait-on du Travail ?* ISSTO, Rennes, 5 décembre.
- Devetter FX (2025) « L'accompagnement de l'utilisateur au-delà des frontières organisationnelles : les enjeux du décroisement », *Journée d'études Le management à l'échelle d'un territoire*, Conseil Départemental des Landes, Mont de Marsan, 2 décembre.
- Devetter FX (2025) Les équipes autonomes : apports et limites, Journées organisées par l'ADT44, Nantes, 28 novembre
- Devetter FX (2025) « Discriminations envers les professionnels du Care : Etat des lieux facteurs de risques », Paris, 27 novembre
- Devetter FX (2025) « Les enjeux de l'aide à domicile en 2025 », Congrès de l'ADMR, Toulouse, 21 novembre
- Devetter FX (2025) « Buying'or 'making'decent work? Varieties of insourcing public services » Journées d'études ETUI, Bruxelles, 20 novembre.

Devetter FX (2025) Travail et « marché » dans le secteur de la petite enfance, ISST, Bourg la Reine, 6 novembre

Devetter FX (2025) « Modèles économiques, politiques publiques et valeurs associatives : que reste-il à maîtriser ? » Congrès de l'URIOPSS Haut-de-France, Amiens, 9 octobre 2025.

Devetter FX (2025) « Besoins sociaux émergents et sécurité sociale », Sénat, 80 ans de la Sécurité sociale, 8 octobre.

Devetter FX (2025) « Les équipes autonomes dans l'aide à domicile : quels impacts sur les conditions de travail et d'emploi ? » Webinaire CNSA, 7 octobre

Devetter FX (2025) « Les conditions de travail dans les métiers de la Petite Enfance », Ministère des Affaires sociales, Paris, 17 septembre 2025

Devetter FX (2025) « Les métiers du vieillissement : contexte socio-économique » Carssat, 25 juin 2025, Montreuil.

Devetter FX (2025) « Temps de travail dans les métiers du nettoyage », Journée d'études organisées par Uni -Europa, Bruxelles, 12 juin-14 juin

Devetter FX (2025) « La réduction des temps de travail en question(s) », Conférence de l'APSES, 6 juin 2025, Boulogne sur Mer.

Devetter FX (2025) « Les Femmes dans l'ESS », Printemps des SHS 22 mai 2025, Lille.

Devetter FX (2025) « Peut-on gérer le social comme une entreprise ? » IUT Tourcoing – Conférence sur le travail social, 13 mai 2025

Auditions et expertises

Assemblée nationale, 5 février 2025

Assemblée nationale, 12 mars 2025

Conseil Scientifique de du CNLE 28 janvier 2025

Jeanne Fagnani

Intervention au séminaire, dans le cadre du contrat européen « COST Action », sur 'Parental Leave Policies and Social Sustainability' .

Rédaction du rapport sur 'Knowledge gaps in research on inequalities in parental leave, Université de Vilnius, Lituanie, 10-11 juin 2025.

Jacques Freyssinet

Freyssinet J. (2025), « La négociation interprofessionnelle en 2025 : une inversion de tendance ? », Eclairages, n° 31, Janvier.

Freyssinet J. (2025), « Royaume-Uni. Six mois de gouvernement travailliste : entre priorités politiques et contraintes financières », Chronique internationale de l'IRES, n° 189, Mars, p.3-20.

Freyssinet J. (2025), « Le Welfare State au Royaume-Uni : Beveridge, es-tu là ? », Document de travail IRES, n° 01.2025, Juin.

Freyssinet J. (2025) « Sur les relations entre syndicalistes et chercheurs », Contribution à la Journée de mémoire et d'hommage à Renato Di Ruzza, Aix Marseille Université, 11 octobre, **à paraître**.

Anna Frisone

Publications

Anna Frisone, Marcus Kahmann Patrick Witzak, Federico Fuchs, Kevin Guillas-Cavan, Marco Hauptmeier, Markus Hertwig, Brexit et comités d'entreprise européens : un enjeu de négociation, « Revue de l'IRES », 115/2025, pp. 65-99.

Anna Frisone, Marcus Kahmann (dir.), Paroles d'acteurs : quel bilan du dialogue social dans les comités d'entreprise européens à la veille de la nouvelle directive ? « Revue de l'IRES », 115/2025, pp. 101-118.

Anna Frisone, Marcus Kahmann, L'impact du Brexit sur les comités d'entreprise européens (CEE) : négociations au sein des entreprises multinationales françaises, allemandes et britanniques, « Éclairage de l'IRES – en ligne », 33/2025.

Anna Frisone, L'altra metà della fabbrica... E della scuola. Le 150 ore delle donne, dans le numéro special L'educazione degli adulti a mezzo secolo dai primi corsi delle centocinquanta ore : ideali, ideologie, esperienze, « Lifelong Lifewide Learning », 46/2025, pp. 37-49.

Entretien avec Anna Frisone : quel impact du Brexit sur les comités d'entreprise européens ? pour la série des contenus média de l'IRES, vidéo de décembre 2025 (<https://youtu.be/Znj7EXJaVIQ>).

Colloques

A. Frisone et M. Kahmann, participation à la conférence IREC « Industrial Relations in a Changing World of Work » au Luxembourg, avec l'essai L'impact du Brexit sur les Comités européens d'entreprise : dynamiques de négociation autour de la stabilité et du changement institutionnel, 16 - 18 septembre 2025.

A. Frisone et M. Kahmann, participation à la conférence ILERA à Durham, avec l'essai Resilience of European works councils after Brexit : the interplay of factors in bargaining dynamics, 10 - 12 septembre 2025.

A. Frisone et M. Kahmann, participation à la conférence ISA à Rabat, avec l'essai The Impact of Brexit on European Works Councils: Forms and Factors of Continuity and Change, 6 - 11 juillet 2025.

Co-organisation du colloque Comités d'entreprise européens : Quelle résilience ? Du Brexit aux perspectives du dialogue social européen et présentation des résultats de la recherche, 3 avril 2025.

Participation aux Entretiens de l'IRES à Paris pour la présentation du numéro spécial de la Chronique de l'IRES dédié aux migrations temporaires de travail, avec l'essai Italie - Exploitation des migrants saisonniers : politiques xénophobes et réseaux criminels, 25 mars 2025.

Solveig Grimault

Publication

Grimault (S.), 2024, « Les doctrines institutionnelles en matière d'évaluation de l'impact des politiques publiques : un commentaire », *Socio-économie du travail*, n° 15, 2024-1.

Interventions

Grimault (S.), Duclos (L.), 2025, « De l'expérimentation déterminée aux art. 78 et 79 loi LCAP n° 2018-771 du 5 septembre 2018 au nouveau cadre de l'accompagnement en Entreprise Adaptée », DGEFP, 9 janvier.

Grimault (S.), Duclos (L.), 2025, « Des expérimentations au nouveau cadre de l'accompagnement en Entreprise Adaptée. Enseignements intermédiaires et travaux en cours du comité scientifique », Intervention auprès du comité national de suivi des entreprises adaptées, DGEFP, 14 avril.

Grimault (S.), 2025, « Penser, soutenir et mobiliser l'expérience, dans, par et pour l'accompagnement », CIBC Gironde, Bordeaux, 27 juin.

Grimault (S.), 2025, « Evolutions récentes et perspectives de l'accompagnement vers l'emploi des publics vulnérables », Participation à la table ronde « Les limites de certains accompagnements », Colloque des 40 ans de Solidarités Nouvelles face au Chômage, Paris, 9 octobre.

Grimault (S.), 2025, « La médiation et l'art de faire des ponts », Premières rencontres nationales des médiateurs de l'emploi et du recrutement, « Des pratiques d'intervention sur le recrutement / plus inclusives », CNAM, Paris, 14 octobre.

Grimault (S.), 2025, « L'approche expérientielle dans les pratiques d'accompagnement », Université d'automne CIBC/Avenir Actif, Marseille, 27-28 novembre.

Expertises :

Membre du comité scientifique de l'APEC

Présidente du comité scientifiques d'évaluation des expérimentations relatives aux entreprises adaptées (DGEFP)

Odile Join-lambert

Directions de numéro de revue

« Pour une histoire de la protection sociale dans les fonctions publiques », Revue d'histoire de la protection sociale, n° 17, 2025 (coordination et introduction avec Marie Cartier)

Contributions à des ouvrages collectifs

« Histoire de la protection sociale, entre assistance et assurance (mi-XXe à nos jours) », in Pierre-Cyrille Hautcoeur, Catherine Virlouvet (dir.), Une histoire économique et sociale. La France, de la Préhistoire à nos jours, Paris, Passés/composés, 2025, p. 773-797 (avec Alain Chatriot).

« Histoire du travail public-privé », in T. Berthet, D. Mercier (dir.), Les sciences humaines et sociales face au travail, Paris, CNRS Editions, 2025.

« La création du ministère du travail », in Alain Chatriot, Yves Struillhou, Le travail par les textes, Paris, Economica, 2025.

UNSA, séminaire de formation sur La Sécurité sociale, une histoire française ? Intervention sur « Les grandes étapes de la construction de la protection sociale en France par rapport aux autres pays », 12 septembre 2025.

EHESS, « Défendre son métier dans les professions culturelles ». Communication : « Public et travail à la Culture entre 1945 et 1980 », 16 octobre 2025.

Maison française d'Oxford, The worlds of work : crossed perspectives from France. Communication : Working in the Public Sector compared with the Private Sector, 25 mai 2025.

UVSQ, Festival universitaire de la BD « Le Cri de la bulle », 18 mars 2025 - Intervention : Histoire de la santé au travail au travers des deux BD de Jean-Luc Loyer, « sang noir. La catastrophe de Courrières » et « Noir Métal. Au coeur de Metaleurop ».

Annie Jolivet

Revue à comités de lecture

Jolivet Annie, « Impulser les pratiques en faveur de l'emploi des "seniors" : l'incitation à négocier à l'épreuve d'évaluations de terrain ». Numéro " L'évaluation des politiques de l'emploi au régime de l'expérimentation : la démonstration d'impact ", Socio-économie du travail, 2024-1, n° 15, p. 263-294. Mise en ligne 25 juin 2025

Revue

Jolivet Annie, « Loi du 24 octobre 2025 : qu'apportent les dispositions en faveur des salariés expérimentés ? », Revue de droit du travail, n° 12, décembre,

Rapports, documents de travail

Jolivet Annie (2025), [« Chapitre 6. Développement et construction de "nouveaux métiers urbains" : un exemple en Seine-Saint-Denis »](#), p. 98-111, In Catherine Delgoulet, Cassandre Mikula, Lucie Reboul, Annaëlle Soulet, Jeanne Thébaud et Valérie Zara Meylan (ed), La construction des savoirs professionnels au fil des parcours : ressources et obstacles, Actes du Séminaire « Âges et Travail » du Gis Creapt, 6 et 7 mai 2024, Rapport de recherche du Centre d'études de l'emploi et du travail, n° 117, décembre 2025.

Jolivet Annie avec la contribution de Guillas Cavan Kevin (2025), La pénibilité du travail : comparaison internationale des dispositifs de compensation et de prévention, rapport final provisoire, rapport pour la CFDT, Agence d'objectifs de l'Ires. 2 volumes, septembre.

Rieucan G., Laussu J., Jolivet A., Brunet C., Légié P., Celle S., Guyon T., Longuet S., Tran V.-H. et Larquier (de) G. (2024), « Construire les métiers et les emplois de la transition écologique », Rapport de recherche du CEET, n° 113, novembre. (rapport final pour l'ADEME)

Communications

Jolivet Annie (2025), « Trois exemples d'apports de la recherche COMETES », Journée nationale « Transition écologique et évolution du travail social », Fédération des acteurs de la solidarité, Angers, 21 novembre 2025.

Jolivet Annie (2025), « Prise en compte de la pénibilité du travail en comparaison internationale : enjeux, difficultés et choix d'une méthodologie adaptée », « Autour des thématiques de l'axe 4 » Séminaire de recherche Equipe Ergonomie, Paris, 19 juin 2025.

Jolivet Annie (2025), « Transitions, travail et emploi : 3 exemples de recherche », Séminaire Transverse du CRTD, « La fabrique des transitions : travail, milieux et normes », Paris, 12 juin 2024.

Jolivet Annie (2025), intervention dans deux tables-rondes, Journée de débats et d'échanges autour de la recherche COMETES, Creil, 11 juin 2025.

Barcellini Flore, Gamkrelidze Tamari, Greenan Nathalie, Jolivet Annie et Zouinar Moustafa (2025), « Le travail et l'emploi à l'épreuve de l'IA », Journée FO « l'IA et le monde du travail », Paris, 12 février 2025.

Jolivet Annie (2024), "Politique environnementale et actions des syndicats pour une transition juste : le cas de la Suède", colloque État des lieux et avenir des emplois verts : politiques, stratégies et alternatives, Université du Québec en Outaouais, Gatineau (Québec), 6 décembre 2024.

Jolivet Annie (2024), "Affûter le regard sur les inégalités : réflexion sur les conditions du travail et l'emploi en fin de carrière", Journée d'étude IRT Aix Marseille Université - DREETS PACA, Marseille, 26 septembre 2024. (Contribution à la formation de syndicalistes).

Marcus Kahmann

Publications

- Kahmann M. (2025), Un modèle économique sous tension, les syndicats déstabilisés, *Chronique internationale de l'IRES*, n°192.
- Frisone A., Kahmann M., Witzak P. et al. (2025), Brexit et comités d'entreprise européens: un enjeu de négociation, *La Revue de l'IRES*, no.115, 2025/1, 65-99.
- Kahmann M. (2025), Remarques conclusives à la table ronde « Paroles d'acteurs : Quel bilan dans les comités d'entreprise européens à la veille de la nouvelle directive ? », *La Revue de l'IRES*, no.115, 2025/1, 101-118.
- Frisone A., Kahmann M. (2025), L'impact du Brexit sur les comités d'entreprise européen (CEE) : négociations au sein des entreprises multinationales françaises, allemandes et britanniques, *IRES Eclairages*, n° 33.

Conférences et présentations

- Kahmann M., Magnan A., Des champs aux plateformes : le travail précaire au-delà des frontières, Podcast *Wandel der Arbeitswelt*, RUB Bochum, 6 octobre 2025.
- Frisone A., Kahmann M., L'impact du Brexit sur les Comités européens d'entreprise : dynamiques de négociation autour de la stabilité et du changement institutionnel, conférence de l'IREC à Luxembourg, 16-18 septembre 2025.
- Frisone A., Kahmann M., Résilience des comités d'entreprise européens après le Brexit : l'interaction des facteurs dans la dynamique de négociation, congrès ILERA, Durham, Royaume-Uni, 10-12 septembre 2025.
- Kahmann M., Jeunes et syndicalisme : résultats d'une enquête, conférence-débat, CGT Montreuil, 13 juin 2025.
- Kahmann M., Le détachement et la défense des salariés dans le BTP allemand, Paris, Entretiens de l'IRES, 25 mars 2025.
- Kahmann M., Betriebliche Arbeitsbeziehungen in Frankreich, conférence à Hambourg pour les CEE et CEE-SE, 21 janvier 2025.

Axel Magnan

Articles de recherche

Magnan A. (2025) Temporary farmworkers at the center of agricultural workforce. An analysis of labor segmentation in French agriculture. *Journal of Rural Studies*

Articles de diffusion scientifique

Magnan A., Laurent C. (2025), Forum AgriSST2025 : La diversité de la population de salariés travaillant dans les exploitations agricoles françaises, Eclairages, IRES

Gazo C. ; L'école P., Magnan A., Nguyen G., Pauly O. et Purseigle F. (2025), Les installés « non issus du milieu agricole » : des producteurs comme les autres ?, *Analyse*, n°218, Juin 2025, Centre d'Etudes et de Prospective, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Rapports de recherche

Gazo C. ; L'école P., Magnan A., Nguyen G., Pauly O. et Purseigle F. (2025), De « nouveaux » types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive ?, Rapport de l'appel à projet de recherche du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) : "Les nouveaux actifs agricoles : portraits socio-démographiques, trajectoires, insertions"

Magnan A., Barbottin A. et Nascimento A. (2025), Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ? Une étude de cas sur les groupements d'employeurs, Rapport de recherche en réponse à l'appel à projet INRAE, Paris.

Communications scientifiques

Magnan A. (2025), Farmworkers' policies: Instruments to ensure national competitiveness under the Common Agricultural Policy, EAEPE Annual Conference 2025, Athènes, 24-26 septembre 2025

Magnan A. (2025) Le poids croissant des salariés dans l'agriculture française, Forum AgriSST 2025, Bordeaux, 8 juillet 2025

Magnan A. (2025) Opacité et sous-traitance dans le recours à des salariés agricoles précaires : quelles implications pour leur santé au travail ?, Workshop « Santé au travail et main d'oeuvre saisonnière et précaire », Projet Étude comparée des enjeux éthiques contemporains en santé au travail COMPAST, 13 juin 2025

Communications de diffusion scientifique

Magnan A., Math A. (2025) Des régimes organisés de migration temporaire de travail contre les normes sociales, Entretiens de l'IRES, Paris, 25 mars 2025

Antoine Math

Publications

Antoine Math (2025), « Retour sur l'évolution du pouvoir d'achat des prestations familiales et de solidarité », [note, HCFEA, mars 2025](#)

Antoine Math et Hélène Périvier (2025), « Les familles pénalisées par l'inflation. La perte importante de pouvoir d'achat des prestations familiales », [blog OFCE, 9 avril 2025](#)

Antoine Math et Catherine Collombet (2025), « La pauvreté des enfants en France et dans l'UE à l'épreuve des crises récentes », [Informations sociales 2025/1, n° 213, mai 2025](#)

Interventions

Présentation, « Retour sur l'évolution du pouvoir d'achat des prestations familiales et de solidarité » ; Intervention, séance du Conseil de la famille du HCFEA, 18 mars 2025, Paris

Intervention, « Les migrations temporaires de travail » (n° spécial de la Chronique internationale de l'IRES), Entretiens de l'IRES, 25 mars 2025, Paris

Présentation, « L'évolution du solde de la branche famille de la Sécurité sociale » ; Intervention, séance du Conseil de la famille du HCFEA, 29 avril 2025, Paris

Audition sur les finances publiques et le financement des dépenses sociales, Commission de l'économie et des finances du Conseil économique, social et environnemental (CESE), 21 mai 2025, Paris

Les enjeux autour de la réforme des retraites, intervention à la table ronde AJIS IRES, 10 juillet 2025, Paris

Intervention à la journée « Nouvelles formes de pauvreté : mieux comprendre pour mieux agir », CNLE, 8 septembre 2025, Paris

Claude Serfati

Interventions

L'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'industrie militaire, 5 août 2025 - Conférence de Claude SERFATI à l'Université de Vale do Rio dos Sinos – UNISINOS, Brasília.

XIIème journée internationale des Politiques publiques (XII JOINPP), 23-26 septembre 2025 « Le "moment 2008" et les transformations du capitalisme contemporain », Conférence lors des XIIème journée internationale des Politiques publiques (XII JOINPP) , São Luís, Maranhão, Brésil, 23- 26 septembre 2025, sur le thème "Impérialisme, colonialisme, racisme et guerre".

Forum des Résistances, 31 mai 2025 - Participation à la table-ronde : "Dans quel monde vivons-nous ? Regards économiques, géopolitiques et actions politiques" , Forum des Résistances, Samedi 31 mai 2025, Thorens-Glières.

Journées d'étude CGT Thales, 19 et 20 mars 2025 - Intervention de Claude SERFATI sur le thème "Les transformations du commerce mondial des armes" dans le cadre des journées "Droits et devoirs d'intervention des salariés de l'industrie de la Défense".

L'IA dans l'ordre militaro-sécuritaire contemporain, 14 mars 2025 - Séminaire de Claude SERFATI au Campus Condorcet (Université Sorbonne Paris nord).

Publications

« *L'intelligence artificielle, technologie d'un monde en guerres* » ; article publié sur AOC le 25 septembre 2025.

« *La France en marche armée* » ; article publié dans la revue Droits & Libertés n.210 (juillet 2025).

« *Multinationales : Une histoire du monde contemporain* » Contribution à cet ouvrage coordonné par Olivier PETITJEAN et Ivan DU ROY publié en février 2025 aux éditions La Découverte.

Udo Rehfeldt

Publications

Rehfeldt U. (2025), « Le modèle social de Volkswagen préservé par un nouvel accord sur l'emploi », Chronique internationale de l'IRES n° 189, mars, p. 37-47.

Rehfeldt U. (2025), « La deuxième révision de la directive sur les comités d'entreprise européens : un parcours semé d'embûches », Chronique internationale de l'IRES n° 191, septembre, p. 37-55.

Rehfeldt U. (2025), « La codétermination, une dimension oubliée du projet européen », in : Favereau, O. (ed.), Traité de codétermination, Québec : Presses de l'Université Laval, p. 499-516.

Interventions

Correspondant français du réseau d'experts européen « Worker participation in Europe » de l'Institut syndical européen (ETUI). Réunion du réseau à Bruxelles, les 27-28 février 2025.

« Les relations professionnelles comparées : les modèles des pays européens » présentation en italien et en vidéo, Scuola di relazioni industriali, Université La Sapienza, Rome, 20 mars 2025.

Audition par le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan sur les administrateurs salariés en Europe et en particulier en Allemagne, Paris, le 15 octobre 2025

Michèle Tallard

Publications

Tallard Michèle « Les comités d'entreprise européens après le Brexit -Quelles perspectives pour le dialogue social européen" et il est paru dans [La lettre de Metis Europe datée du 7 avril 2025](#).

Tallard Michèle « [Les zones grises des relations de travail et d'emploi, un dictionnaire sociologique](#) », paru le 23 juin 2025

Autres

Avec Dominique Méda, codirection d'une thèse soutenue à l'Université Paris-Dauphine, le 8 octobre 2025 « Réformer la formation et ses dispositifs : Entre "démocratie politique" et "démocratie sociale" »

Arnaud Trenta

Publications

Meilland Christèle, Mellado Virginia et Trenta Arnaud, « Trajectoire et vécu des aidantes et aidants lors de la crise sanitaire du Covid-19 en France », *Lien social et politiques*, n°94, 2025, p. 126–155.

Trenta Arnaud, « La situation des aidants en emploi. Éléments de cadrage », Journée nationale des aidants, 06 octobre 2025, Mairie du 13^e arrondissement, Paris

Mellado Virginia, Trenta Arnaud, « Housing arrangements and the autonomy of elderly and disabled people », *Transforming Care Conference*, 25-27 juin 2025, Helsinki, Finlande

Catherine Vincent

Collective bargaining and public procurement in France - juillet 2025 - Rapport sur les clauses sociales dans les contrats publics publié par l'ETUI.

Histoire du droit du travail par les textes juin 2025 - Contribution à cet ouvrage coordonné par Paul-Henri Antonmattei, Alain Chatriot, Laurence Pécaut-Rivolier et Yves Struillou, publié aux Editions Economica en juin 2025.

Publications de l'Ires en 2025

La Revue de l'Ires

N° 114 – Varia

- [Pourquoi continuer à exercer un travail pénible et déconsidéré ? Le cas des travailleuses d'Ehpad](#) Marion PLAULT, Jingyue XING-BONGIOANNI
- « [Au-delà de nos fonctions](#) » : l'accompagnement socio-éducatif des petites mains de l'Éducation nationale sur un territoire paupérisé Maeva DURAND
- [Devenir « permanent » : rupture et continuité des filières d'accès à la professionnalisation syndicale](#) Maxime LESCURIÉUX
- [Voter aux élections sociales et professionnelles en Belgique et en France : des ressorts communs ?](#) Tristan HAUTE et Timoté HÉBERT

N° 115 – Double dossier

- **Dossier Inspection du travail : regards croisés France-Suisse**
 - [L'inspection paritaire des entreprises à Genève : leçons d'une initiative syndicale en matière de contrôle du marché du travail](#) Alessandro PELIZZARI, Aris MARTINELLI, Nicolas PONS-VIGNON
 - [Entre les objectifs et le terrain : quelle légitimité des cadres intermédiaires de l'inspection du travail à l'heure de la nouvelle gestion publique ?](#) Anaïs BONANNO
- **Dossier Comités d'entreprise européens : enjeux du Brexit et de la nouvelle directive**
 - [Brexit et comités d'entreprise européens : un enjeu de négociation](#) Anna FRISONE, Marcus KAHMANN, Patrick WITZAK, Federico FUCHS, Kevin GUILLAS-CAVAN, Marco HAUPTMEIER, Markus HERTWIG
 - [Paroles d'acteurs : quel bilan du dialogue social dans les comités d'entreprise européens à la veille de la nouvelle directive ?](#)
 - [L'institutionnalisation du télétravail en France après la crise sanitaire : une analyse des différents modèles de négociation collective](#) Jens THOEMMES

La Chronique Internationale de l'Ires

N° 189 – mars

- [Royaume-Uni - Six mois de gouvernement travailliste : entre priorités politiques et contraintes financières](#) Jacques FREYSSINET
- [Belgique \(francophone\) - Retour sur les dynamiques sociales de la conflictualité dans le secteur de la santé \(2019-2024\)](#) Maria Cecilia TRIONFETTI, Natalia HIRTZ
- [Allemagne - Le modèle social de Volkswagen préservé par un nouvel accord sur l'emploi](#) Udo REHFELDT
- [États-Unis - Boeing face à une grève de 53 jours, sur fond de déboires industriels et financiers](#) Catherine SAUVIAT
- [États-Unis - Les compagnies d'assurance santé, au coeur des rancœurs et des frustrations du public vis-à-vis du système de santé](#) Catherine SAUVIAT

N° 190 – juin

- [Union européenne - Règlement européen sur l'intelligence artificielle : quelle place pour le dialogue social et les syndicats ?](#) Odile CHAGNY
- [Union européenne - Des dividendes de la guerre... mais pour qui ?](#) Claude SERFATI
- [États-Unis - Le démantèlement de la fonction publique fédérale et des principales administrations](#) Catherine SAUVIAT
- [Japon - Le modèle traditionnel de la femme au foyer contre l'aspiration des femmes à l'emploi et à l'égalité des chances](#) Hiromasa SUZUKI

N° 191 – septembre

- [Suisse - L'engagement bénévole des bénéficiaires de l'aide sociale : un équilibre délicat entre épanouissement, reconnaissance et attentes institutionnelles](#) Jérôme HEIM, Patrick ISCHER et Mathias ROTA
- [Grèce - Vers un cadre de travail décent dans les secteurs du spectacle et de l'audiovisuel ?](#) Christina KARAKIOULAFIS, Chara KOKKINO
- [Union européenne - La deuxième révision de la directive sur les comités d'entreprise européens : un parcours semé d'embûches](#) Udo REHFELDT
- [Inde - Le déclin du pouvoir de négociation des syndicats](#) Kingshuk SARKAR

N° 192 – décembre – N° spécial – La fin de la « mondialisation heureuse », coordonné par Catherine SAUVIAT et Claude SERFATI (à paraître)

- Guerre commerciale, réarmement et reflux de la transition énergétique : États et syndicats confrontés à un monde en crises. Catherine SAUVIAT et Claude SERFATI
- États-Unis - Les syndicats face au protectionnisme, aux dépenses militaires et à l'arrêt de la transition énergétique. Catherine SAUVIAT
- Chine - Rivalité sino-américaine et reconfiguration des réseaux de production mondialisés vers l'Asie du Sud-Est. Clément SÉHIER, Aymeric MARIETTE et Muriel PÉRISSE
- Europe - Les syndicats face à de nouveaux défis : environnement, sécurité/défense et guerre commerciale. Philippe POCHET et Odile CHAGNY
- Allemagne - Un modèle économique sous tensions, des syndicats déstabilisés. Marcus KAHMANN
- Brésil - La transition énergétique au risque des opportunités économiques. Juliana CARVALHO MIRANDA TEIXEIRA
- Canada - Se libérer de la dépendance commerciale vis-à-vis des États-Unis. Axel MAGNAN
- Italie - Les syndicats au défi de la guerre commerciale et de la course au réarmement. Cristina NIZZOLI
- Royaume-Uni - L'arbitrage entre dépenses militaires et dépenses sociales au centre des choix. Jacques FREYSSINET
- Suède - Forte hausse des dépenses et relance budgétaire : un choix atypique. Annie JOLIVET

NOUVEAUX PROJETS 2026

« Relations professionnelles et syndicalisme »

[Fiche R21] Une féminisation du dialogue social transnational ? Trajectoires militantes et sélection des secrétaires des comités d'entreprise européens en comparaison

Objet : Analyse comparative des processus et déterminants de sélection des secrétaires de comité d'entreprise européen allemands et français dans le domaine d'IndustriAll Europe, avec une focale sur l'enjeu du genre.

Méthodologie : Qualitative (études de cas, basées sur des entretiens biographiques et d'expert) et quantitative (construction d'une base de données sur les trajectoires des secrétaires de CEE dans le domaine d'IndustriAll Europe et analyse descriptive)

Mots clefs : Comité d'entreprise européen ; comparaison internationale ; genre ; trajectoires ; transnationalisme ; Directive CEE révisée

Coordination : Anna FRISONE

Membres de l'équipe du projet : Anna FRISONE, Marcus KAHMANN (IRES) ; Sophie ROSENBOHM, Paul-Fiete KRAMER (Université de Duisbourg-Essen)

Financeur(s) : Fondation Hans Böckler

Partenaire(s) : Université de Duisbourg-Essen (IAQ)

Valorisation de la recherche : Articles scientifiques, publications pour le monde syndical, colloques académiques, ateliers avec les praticiens.

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final juin 2028.

Temporalité : Validation définitive obtenue le 21/11/2025. Début du projet : avril 2026. Durée : 24 mois.

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et mobilisation

Synthèse du projet :

La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes figure parmi les priorités de la Commission européenne. Les récentes directives dans les conseils d'administration des entreprises en témoignent. La révision de la directive 2009/38/CE sur les comités d'entreprise européens envoie également un message fort sur l'équilibre entre les hommes et les femmes. Les syndicats sont amenés à réfléchir et à agir sur cette question.

Opérant dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie et des technologies de l'information, IndustriAll est la fédération syndicale européenne qui accueille le plus grand nombre de CEE. En raison de la faible proportion de travailleuses dans son domaine, elle est particulièrement touchée par les mesures réglementaires visant à augmenter la proportion de femmes dans les CEE. Le projet relève ce défi en étudiant les mécanismes et les processus qui conduisent les représentants des travailleurs à assumer le rôle de secrétaire de CEE des entreprises multinationales dans le domaine d'IndustriAll Europe.

Les observations d'une étude internationale en cours à laquelle participent Anna FRISONE et Marcus KAHMANN suggèrent une différence significative dans la présence des femmes parmi les secrétaires de CEE dans les deux pays les plus importants en termes de présence de CEE, l'Allemagne et la France. Dans les multinationales allemandes, la proportion de femmes présidentes de CEE est encore limitée.

Les résultats de ce projet seront utiles aux syndicats dans leur quête d'une participation égalitaire aux organes de représentation des travailleurs.

Nouveau projet « Travail et conditions de travail »

[Fiche T16] Travailler dans un secteur polluant et faire face au conflit éthique environnemental (Tracov 2-Dares)

Objet : Le projet propose d'étudier le rapport au travail et à l'emploi des salarié.es ayant un conflit éthique environnemental dans des secteurs polluants.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; analyse quantitative ; analyse presse syndicale

Mots clefs : Conflit éthique environnemental, travail, redirection de la production

Coordination : Coralie Perez (Paris 1, Sorbonne)

Membres de l'équipe du projet : Cristina Nizzoli (IRES), Thomas Coutrot (IRES), Aline Dronne-Caron (ARACT), Nadine Thévenot (Paris 1, Sorbonne)

Financier(s) : projet DARES financée par GIS-GEST

Partenaire(s) : //

Valorisation de la recherche : //

Rapport ou rapport intermédiaire : //

Temporalité ou échéances : Septembre 2025 pour une durée de 16 mois

Axe du Programme de travail : Travail

Synthèse

Les salariés qui travaillent dans des secteurs polluants (chimie, raffinerie, aéronautique...) sont davantage exposés à ressentir des conflits de valeurs au travail liés à la question écologique.

Ces conflits peuvent les amener à quitter leur entreprise en envisageant une reconversion professionnelle, les conduisant à renoncer à un métier qui a contribué à forger une identité professionnelle et dans lequel ils se sentent compétents.

Ces conflits peuvent aussi susciter une mobilisation collective à différents niveaux de l'organisation productive en faveur d'une redirection de tout ou partie de l'activité. Faute d'issue (individuelle ou collective), le conflit éthique environnemental peut avoir des effets nuisibles sur la santé des salariés.

Sur la base de l'analyse d'entretiens, ce projet vise à éclairer les ressources (professionnelles, syndicales, institutionnelles...) qu'ils et elles peuvent mobiliser les salarié.es dans ces contextes pour réduire ce conflit éthique environnemental.

Nouveaux projets « Salaire, revenus, protection sociale »

Sommaire

[Fiche S13] Quelles négociations collectives autour du partage de la valeur ?

[Fiche S14] Coût du capital et partage de la valeur dans les secteurs des services à la personne et de la propreté

[Fiche S13] Quelles négociations collectives autour du partage de la valeur ? (NEGEPSAL)

Objet : Analyse de la dynamique de négociation autour de l'épargne salariale, et plus précisément des arbitrages qui peuvent s'opérer entre « partage de la valeur » et salaires dans les entreprises et les branches

Méthodologie : Méthode mixte basée sur une exploitation de bases de données statistiques et la réalisation d'enquête de terrain auprès des acteurs de branche et d'entreprise.

Mots clefs : négociation collective de branche et d'entreprise, épargne salariale, salaire

Coordination : Noémie Delahaie

Membres de l'équipe du projet et appartenances :

Frédéric Lerais, Hélène Cardoni (IUT de l'Indre, VALLOREM)

Financeur : Agence d'objectifs IRES-FO

Partenaire(s) :

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : septembre 2025- juin 2026

Axe du Programme de travail : Revenus et protection sociales

Synthèse du projet :

Afin d'examiner en pratique la dynamique des négociations sur le partage de la valeur, nous mobilisons une méthode mixte articulant exploitation statistique et enquêtes de terrain.

Notre projet repose sur l'exploitation de plusieurs bases de données : l'enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (ECMOSS, en particulier le format ESS) ; l'enquête PIPA (participation, intéressement, plan d'épargne entreprise et actionnariat salarié) ; l'enquête REPONSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprise) ; les fichiers FARE et FICUS ; les fichiers BTS.

Prises ensembles, ces différentes bases de données nous permettent d'obtenir des informations sur l'existence de dispositifs de l'épargne salariale dans les entreprises et les montants distribués, les niveaux de salaires et la structure des rémunérations ainsi que les caractéristiques structurelles et économiques des entreprises. négociations sur le partage de la valeur et leurs liens avec les négociations salariales au niveau de l'entreprise et de la branche.

Il s'agira en particulier de comprendre les objectifs que les acteurs assignent à l'épargne salariale (élément de salaire et/ou alignement des intérêts ?) et la manière dont ils se saisissent des opportunités législatives.

A ce stade nous prévoyons de mener des entretiens semi-directifs (environ 40) auprès des acteurs patronaux et syndicaux des secteurs d'activité variés et des entreprises de tailles différentes, se distinguant selon leur recours plus ou moins important à l'épargne salariale et la présence ou non d'un dispositif d'actionnariat salarié en leur sein.

[Fiche S14] Coût du capital et partage de la valeur dans les secteurs des services à la personne et de la propreté

Objet : L'objectif de cette étude est de caractériser la situation économique de trois secteurs d'activité (Services d'aide et d'accompagnement à domicile et Ehpad, Petite enfance et enfin de la propreté) en décrivant leur dynamique en termes d'effectifs, de chiffre d'affaires et de rentabilité depuis 2016.

Méthodologie : analyses statistiques, monographies

Mots clefs : Care, Profit, Partage de la valeur, Qualité de l'emploi

Coordination : Devetter FX (IRES, Clersé)

Membres de l'équipe du projet : Devetter FX (IRES, Clersé) ; J. Valentin (CES) ; E. Puissant (CREG)

Financier(s) : AO CGT

Partenaire(s) : CGT

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : Recherche contractuelle (septembre 2025 – septembre 2027)

Axe du Programme de travail : Travail, conditions de travail

Synthèse du projet :

Cette étude vise à prolonger les travaux menés par le Clersé en lien avec la CGT sur la notion de « Coût du Capital ». Plus particulièrement il s'agit de s'intéresser plus en détail à des secteurs spécifiques ayant un rôle social majeur et bénéficiant de fonds publics importants. Ces secteurs, liés au *care*, sont essentiellement les services à la personne, l'aide à domicile, la petite enfance et la propreté.

Dans un premier temps, il s'agit de mieux comprendre la situation économique de ces trois secteurs en décrivant leur dynamique en termes d'effectifs, de chiffre d'affaires et de rentabilité depuis 2016. Nous chercherons également à mieux décrypter la façon dont la valeur est répartie entre les différents acteurs en distinguant d'une part la place prise par les différents revenus (EBE ainsi que la place prise par les financements publics) et d'autre part le rôle des inégalités salariales. Sur ce second point une attention particulière portera sur les dimensions de genre : les secteurs concernés sont en effet très majoritairement occupés par des femmes.

Le deuxième objectif consiste à étudier la façon dont les prix se construisent et plus précisément les effets éventuels d'une hausse des salaires sur les prix. En effet, dans ces secteurs, largement subventionnés, les prix des services sont, encore plus que pour d'autres activités, issus de compromis socialement construits sur ce que « vaut » une heure de travail : quelle qualification est requise ? quels temps périphériques autour de l'intervention en face à face direct sont légitimes ? quelles fonctions supports doivent accompagner les interventions ? etc. Chacune de ces questions impliquent des valorisations de l'heure d'intervention (auprès d'une personne âgée, d'un jeune enfant ou pour l'entretien d'un bâtiment) différentes. Il s'agit ainsi de documenter les répercussions d'une meilleure reconnaissance du travail dans ces secteurs.

Enfin, le troisième objectif de cette étude est d'alimenter la réflexion syndicale, au niveau des branches et des entreprises, sur la valeur du travail réalisée et la façon dont celle-ci est partagée/accaparée. Dans des services où les employeurs tendent à insister sur leurs faibles marges ou l'impossibilité d'augmenter les rémunérations en raison de la faiblesse des financements publics ou du consentement à payer, il s'agit de déconstruire les représentations du coût des services et de faire mieux apparaître les revendications possibles en identifiant les origines des contraintes.

Nouveau projet « Emploi, chômage et politique d'emploi »

[Fiche E16] Recherche-action sur la dimension expérientielle du CEP

Objet : Dans un contexte d'évolution encore récente du cahier des charges national du Conseil en évolution professionnelle (CEP), dans un souci par ailleurs d'amélioration continue de la qualité du service offert aux usagers et de son utilité sociale, le CIBC 33, en qualité de pilote de la mission de service public Mon CEP en Nouvelle-Aquitaine, souhaite que soit réalisée une étude sur la mise en œuvre du service du CEP en Nouvelle-Aquitaine. Le CIBC 33 porte une attention particulière à la façon dont le service mobilise et exploite l'expérience comme le travail – présents – des bénéficiaires, dans l'effectuation même de l'activité de conseil. Plaidant pour le développement d'une approche expérientielle dans la mise en œuvre du Conseil en évolution professionnelle, il souhaite en évaluer les diverses traductions possibles dans les pratiques des conseillers, les conditions susceptibles de les favoriser et les effets pour les usagers du service. L'objectif de cette recherche-action est d'identifier comment et à quelles occasions les conseillers peuvent s'appuyer sur l'expérience de l'utilisateur, que celle-ci soit passée, « en cours » ou « à faire » pour rendre le service du CEP, et quels en sont les bénéfices pour l'utilisateur comme pour le conseiller.

Méthodologie : Entretiens compréhensifs, animation de groupes de travail, co-construction de propositions (pratiques, gestes métier) à expérimenter, exploitation des résultats de ces expérimentations

Mots clefs : Accompagnement, CEP, expérience

Coordination : Solveig GRIMAULT (IRES)

Membres de l'équipe du projet : Anne-Lise ULMANN (CNAM)

Financier(s) : CIBC 33

Temporalité ou échéances : Octobre 2025 – Novembre 2026

Axe du Programme de travail : Travail

Synthèse du projet :

L'une des hypothèses de cette recherche-action est la suivante : si la perspective expérientielle n'est pas absente d'un certain nombre de pratiques d'ores et déjà en vigueur, elle peine néanmoins à se formuler. Mieux définir et valoriser l'apport de la dimension expérientielle dans la mise en œuvre du service devrait permettre de mieux reconnaître la singularité des pratiques des conseillers et d'accompagner leurs possibles développements. L'hypothèse est également que la perspective expérientielle devrait pouvoir éclairer davantage les ressorts qui opèrent du côté des usagers et les difficultés rencontrées.

L'étude comprend deux phases. Une enquête de terrain prendra la forme d'entretiens semi-directifs individuels réalisés auprès de binômes conseiller/bénéficiaire sur la base du volontariat. Ces entretiens viseront à accéder aux pratiques professionnelles effectivement mises en œuvre par les conseillers interrogés. Il s'agira, du côté des usagers, d'identifier les activités effectivement déployées par les personnes tout au long de la période couverte par le CEP, lors des rendez-vous et entre les rendez-vous, en lien avec le service proposé. Cette enquête exploratoire permettra de proposer une première formulation du service du CEP, une première proposition faisant place à l'approche expérientielle, qui sera mise en discussion avec les conseillers interrogés. Il s'agira ensuite de poursuivre et d'animer le processus itératif de recherche-action pour permettre aux conseillers d'expérimenter, dans le prolongement de cette première proposition, des gestes professionnels jusque-là peu ou pas mis en œuvre, inspirés d'une lecture expérientielle du CEP.

ÉTUDES EN COURS

« Relations professionnelles et syndicalisme »

Sommaire

[Fiche R10] Le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises**Erreur ! Signet non défini.**

[Fiche R12] Migrations du travail, acteurs sociaux**Erreur ! Signet non défini.**

[Fiche R14] Dialogue social de branche : permanence, dynamique et articulation avec les autres niveaux de négociation. Une approche par données quantitatives

[Fiche R15] La dynamique des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail**Erreur ! Signet non défini.**

[R16 Fiche] Négocier, signer et mettre en œuvre de « bons » accords

[R20 Fiche] Mobilisations syndicales pour une reconversion collective

[Fiche R10] Le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises

Objet : Il s'agit de mener la mise en œuvre d'un « bac à sable » d'acceptabilité dans de l'IA l'entreprise, visant à permettre la mise en place d'un environnement de test pour rejouer en entreprise, les données réelles adaptées au contexte, et de tester ce modèle avec des données de salariés.

Méthodologie : Recherche action

Mots clefs : IA, dialogue social, entreprise

Coordination : Odile Chagny

Membres de l'équipe du projet : Odile Chagny, Laurence Matthys (CFE-CGC), Nicolas Blanc (CFE-CGC)

Financeur(s) : Il s'agit d'une Agence d'Objectifs CFE-CGC

Partenaire(s) : CFE-CGC

Valorisation de la recherche : Pas encore de valorisation

Rapport ou rapport intermédiaire : Pas encore de rapport intermédiaire

Temporalité ou échéances : Septembre 2023- septembre 2024

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme ; Travail et conditions de travail

Synthèse du projet :

Ce projet d'étude s'inscrit dans la continuité des travaux du projet européen SECOIA Deal, qui a rassemblé pendant deux ans (mars 2021 à février 2023) cinq organisations partenaires (la CFE-CGC, la CIDA, l'U2P, l'IRES et ASTREES) autour de l'objectif de relever, sous l'angle du dialogue social, les nombreux défis posés par le développement de l'intelligence artificielle (IA) et ses impacts sur l'emploi et le travail.

Il s'agit dans le cadre de la recherche action de la présente AO de réfléchir à l'un des outils qui n'a pu être déployé dans le cadre du projet SECOIA, mais qui constitue aux yeux des partenaires du projet SECOIA DEAL un levier essentiel pour les représentants des salariés et en particulier les managers dans le cadre de l'introduction d'un système IA, à savoir mener la mise en œuvre d'un « bac à sable » d'acceptabilité dans l'entreprise, visant à permettre la mise en place d'un environnement de test pour rejouer en entreprise, les données réelles adaptées au contexte (par rapport à un modèle fourni par un logiciel d'IA de RH par exemple), et de tester ce modèle avec des données de salariés (inférence).

[Fiche R12] Migrations du travail, acteurs sociaux

Objet : Depuis une quinzaine d'années, les politiques publiques de migration internationale ont donné une place importante au « travail ». Tandis que les droits liés à la situation (famille, séjour, asyle, santé) des migrants tendent à s'affaiblir, il devient ainsi un vecteur principal de l'ex- et inclusion des nouveaux arrivants. Cette évolution interroge les positions et pratiques des organisations patronales et syndicales.

Projet soumis à la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) et l'ANR en mars 2024.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; recueil de documents ; comparaison (internationale, entre type d'acteurs et branches)

Mots clefs : migration ; intégration ; dialogue social; associations patronales; syndicats

Coordination : Marcus Kahmann (IRES)

Membres : François-Xavier Devetter, Marcus Kahmann, Thomas Haipeter , Kyriakos Melidis

Financier(s) : ANR-DFG

Partenaire(s) : Université de Duisbourg-Essen ; Institut für Arbeit und Qualifikation

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : Démarrage juillet 2025

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et mobilisations ; emploi, chômage et politiques d'emploi ; systèmes productifs et macroéconomie; salaires, revenus et protection sociale

Synthèse du projet :

La mondialisation, le changement démographique, l'intégration européenne et l'intensification des mouvements migratoires ces dernières années ont conduit à une réévaluation du rapport entre migration et travail. Le travail rémunéré est de plus en plus considéré comme une condition centrale pour l'octroi du permis de séjour et l'acquisition de la nationalité.

Cela s'accompagne d'une revalorisation des organisations patronales et syndicales en matière de politique migratoire qui, par leurs multiples possibilités d'intervention au niveau du système politique, de la négociation collective et dans l'entreprise, a une influence décisive sur l'inclusion ou l'exclusion économique et sociale des travailleurs migrants. Ce projet vise à analyser, dans une perspective comparative, les stratégies et les pratiques actuelles des organisations patronales et syndicales françaises et allemandes en matière de réglementation de la migration et d'intégration des travailleurs migrants par le travail et dans les syndicats.

[Fiche R14] Dialogue social de branche : permanence, dynamique et articulation avec les autres niveaux de négociation. Une approche par données quantitatives

Objet : Sur le modèle de la base statistique des accords d'entreprise produite par la DARES, notre travail a pour objet de constituer une **base statistique des accords collectifs de branche signés**. Ce projet s'inscrit dans le prolongement de travaux réalisés par Héroïse Petit et Noélie Delahaie depuis plus de 10 ans.

Méthodologie : Constitution d'une base d'accords de branche "BD3C" à partir des données issues des systèmes de gestion interne de la DGT (période : 1990-2023)

Exploitation statistique des données de la BD3C appariées avec l'enquête REPONSE et la base statistique des accords d'entreprise de la DARES

Mots clefs : Dynamique des négociations de branche ; négociations d'entreprise

Coordination : Héroïse Petit (Cnam, CEET et LIRSA)

Membres de l'équipe du projet : Noélie Delahaie et Redha Fares (CEET)

Financier(s) : France Stratégie

Partenaire(s) : DGT et DARES

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire : rapport intermédiaire remis en novembre 2025

Temporalité ou échéances : A partir de 2024 (durée : 18 mois)

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme

Synthèse du projet :

EN 2025, le travail a eu pour objectif de comprendre et de stabiliser les contours et le contenu de la base "BD3C" transmise par le DGT. Au-delà de son apport propre, la création de cette base permet de croiser les informations sur l'activité de branche avec d'autres sources d'informations statistiques.

En 2025, nos premières exploitations statistiques ont porté sur les données de la base BD3C appariées aux données de l'enquête REPONSE 2017. Plusieurs enseignements préliminaires peuvent être dégagés. En premier lieu, malgré la focalisation des réformes et des pratiques sur les négociations d'entreprise au cours des dernières décennies, les accords de branche continuent de jouer un rôle important dans les pratiques de gestion des employeurs. En second lieu, il n'existe pas de corrélation claire entre intensité conventionnelle de branche et leur prise en compte par les employeurs. Nos premiers résultats suggèrent en effet qu'un nombre élevé d'accords conventionnels n'est pas nécessairement associé à une plus grande probabilité que les employeurs fassent référence à la branche. Ils montrent également que la relation entre nombre d'accords et pratiques d'employeurs dépend du thème traité et de la taille de l'entreprise.

[Fiche R15] La dynamique des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail : quelles évolutions et quelles articulations entre branche et entreprise après les ordonnances de 2017 ?

Objet : A partir d'une méthode mixte de « convergence » entre analyses quantitative et qualitative, l'objectif de cette recherche est de réexaminer la manière dont les employeurs mobilisent et articulent les cadres référentiels que sont les accords de branche et d'entreprise dans la détermination des conditions d'emploi et de travail. Il s'agit en particulier d'étudier les dynamiques à l'œuvre plusieurs années après la mise en œuvre des ordonnances Travail de 2017 et dans le contexte des crises sanitaire et inflationniste.

Méthodologie : Exploitation statistique de l'enquête REPONSE et enquête de terrains dans 5 secteurs : métallurgie ; propreté et services associés ; commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire ; hospitalisation privée à but lucratif ; bureaux d'études

Mots clefs : négociation collective de branche et d'entreprise, ordonnances Travail, salaires, conditions de travail

Coord. : Noémie Delahaie, Anne Fretel (LED, Univ. Paris 8 et IRES) et Héroïse Petit (Cnam, Lirsa et CEET)

Membres : Sarah Barrières (IRES), Lucas Fabre (ORSEU), Djamel Messaoudi (ORSEU), Riyad Manseri (CEET), Arnaud Wittmer (Université de Strasbourg, BETA) et Samuel Zarka (Centre d'économie de l'Université Paris Nord et CEET)

Financeur : DARES

Partenaires : ORSEU, Cnam, CEET, Université de Strasbourg

Valorisation de la recherche : Projet débuté en octobre 2024

Rapport ou rapport intermédiaire : rapport remis en octobre 2025

Temporalité ou échéances : 24 mois

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme

Synthèse du projet :

En 2025, les travaux de l'équipe ont porté sur l'exploitation statistique de l'enquête REPONSE 2017 et 2023. A rebours des réformes visant à faire de l'entreprise le niveau privilégié de détermination des normes d'emploi et de travail, nos premières analyses ne mettent pas en évidence une progression des négociations d'entreprise.

Elles suggèrent au contraire une relative stagnation entre 2002 et 2010, puis un recul entre 2014 et 2022, de la part des établissements ayant négocié. Dans le même temps, il ressort que le rôle de la branche, en particulier en matière de régulation salariale, persiste depuis le début des années 2000. Les résultats suggèrent que la manière dont les employeurs mobilisent et articulent accords d'entreprise et accords de branche n'est pas uniforme d'un établissement à l'autre en France.

Les pratiques d'employeurs ne semblent pas non plus dépendre des opportunités offertes par le cadre juridique mais d'une conjonction de facteurs : les conditions socio-économiques du secteur, les stratégies d'acteurs au niveau de la branche et de l'entreprise ainsi que les fonctions que ces derniers assignent à la branche. S'il ressort par ailleurs que la pluralité des modes de régulation collective se traduit par une diversité de trajectoires post-ordonnances et dans le contexte des crises sanitaire et inflationniste, c'est globalement l'hypothèse d'une certaine inertie des acteurs face aux ordonnances qui est posée et que les enquêtes de terrain invitent à tester.

[R16 Fiche] Négociier, signer et mettre en œuvre de « bons » accords. Une analyse quantitative et qualitative de la négociation collective en entreprise

Objet : Ce projet vise à comprendre ce qui fait la « qualité » du dialogue social du point de vue de ses acteurs à partir d'une analyse quantitative et qualitative de la dernière enquête REPONSE. Il s'agit d'analyser la négociation collective dans ses différentes dimensions (processus d'échange, conclusion d'un éventuel accord, mise en œuvre) afin d'appréhender la diversité des points de vue des parties prenantes.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; analyse quantitative ; analyse presse syndicale

Mots clefs : Relations professionnelles ; dialogue social ; temps de travail ; reconversion écologique

Coordination : Camille Dupuy (UVSQ, CEET-CNAM) et Pauline Grimaud (CEET-CNAM)

Membres de l'équipe du projet : Cristina Nizzoli (IRES), Camille Dupuy (UVSP, CEET-CNAM), Élodie Béthoux (ENS de Lyon), Pauline Grimaud (CEET-CNAM), Jean-Vincent Koster (Elabore), Alexis Louvion (Freeland et CEET-CNAM), Nicolas Simonpoli (CEET-CNAM), Anaëlle Solnon (Elabore)

Partenaire(s) : Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET-CNAM), Elabore (cabinet d'étude de formation et de conseil aux salariés)

Valorisation de la recherche : //

Rapport ou rapport intermédiaire : //

Temporalité ou échéances : début septembre 2024 pour une durée de 24 mois

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme

Synthèse du projet :

Les organisations syndicales comme patronales se font régulièrement l'écho d'accords d'entreprise qui seraient particulièrement notables en ce qu'ils seraient issus d'une délibération collective approfondie et produiraient des régulations nouvelles et favorables pour les salariés et/ou l'entreprise. Récemment, plusieurs accords ont été largement cités, que ce soit un accord sur l'adaptation au changement climatique signé dans une entreprise de fabrication de chaussures ou un accord sur la réduction du temps de travail et du nombre de jours travaillés (semaine de 32 heures en 4 jours) dans une entreprise d'informatique. En somme, certaines négociations collectives sont mises en avant pour leur « qualité ». Parfois, ces jugements favorables sont partagés par tous les acteurs : les salariés, les directions d'entreprise et leurs représentants et soutiens respectifs. Plus souvent, ils sont divergents voire contradictoires et l'objet de conflits entre ces acteurs. Au-delà des cas les plus médiatisés, il apparaît essentiel de comprendre ce qui fait la « qualité » du dialogue social du point de vue des acteurs. Ce projet de recherche entend se saisir de cette question à partir d'une analyse quantitative et qualitative de la dernière enquête REPONSE afin d'analyser la négociation collective dans ses différentes dimensions (processus d'échange, conclusion d'un éventuel accord, mise en œuvre) et la diversité des points de vue des parties prenantes. Cinq sont les thématiques retenues pour appréhender la « qualité » de la négociation collective dans ses différentes dimensions ; elle être regroupées en deux grands ensembles :

1) des thématiques « classiques » de la négociation collective : les salaires (dans le contexte des négociations récentes de fortes augmentations salariales), le temps de travail (dans le contexte des négociations récentes sur la réduction du temps de travail autour notamment de la semaine de 4 jours) et le droit syndical (dans le contexte de la promotion d'un « dialogue professionnel » à côté d'un « dialogue social »). Nous avons choisi de ne pas intégrer la thématique de l'égalité professionnelle qui a déjà fait l'objet d'une abondante littérature montrant la faible qualité de ces accords.

2) des thématiques « qualitatives » autour des reconversions individuelles et collectives autour de deux questions émergentes : la reconversion des élus et des mandatés (dans le contexte de limitation du nombre de mandats) ; la reconversion écologique en lien avec la décarbonation de l'économie (dans le contexte de négociations émergentes autour des enjeux environnementaux dans la suite de l'accord national interprofessionnel de juin 2023 sur la « transition sociale et écologique »)

[R20 Fiche] Mobilisations syndicales pour une reconversion collective, écologique, économique et sociale

Ce projet de recherche propose d'analyser des mobilisations collectives de travailleurs et de travailleuses qui portent (ou ont porté) des revendications quant à la soutenabilité écologique de leur activité, que ces mobilisations aient abouti ou non.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; analyse de documents syndicaux, observation, enquête quantitative par questionnaire

Mots clefs : Transition écologique ; travail ; syndicalisme ; relations professionnelles ; genre

Coordination : Cristina Nizzoli (IRES)

Membres de l'équipe du projet : Cristina Nizzoli (IRES) ; Camille Dupuy (UVSQ) et Coralie Perez (Université Paris 1)

Financier : ADEME (Agence de la transition écologique). Le projet est retenu et placé sur une liste principale pour un financement par l'ADEME, en 2025 sous réserve de disponibilité budgétaire.

Partenaire : collectif SSRE (pour une sécurité sociale de redirection écologique)

Temporalité : 24 mois. Début septembre 2025

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme

Synthèse du projet :

Ce projet de recherche propose d'analyser des mobilisations collectives de travailleurs et de travailleuses qui portent (ou ont porté) des revendications quant à la soutenabilité écologique de leur activité, que ces mobilisations aient abouti ou non. Ces mobilisations devront avoir une visée transformatrice des pratiques professionnelles, des procédés de fabrication voire de la finalité de l'activité productive dans le contexte de la transition écologique.

Elles seront saisies à l'échelle territoriale, en lien avec le cas d'une entreprise ou d'un site de production. Pour saisir les dynamiques à l'œuvre lors de ces mobilisations, nous proposons d'identifier et d'analyser les facteurs favorables et les ressources (professionnelles, militantes, citoyennes, familiale, aides publiques...) activables par les salariés et leurs représentants pour porter des projets d'évolution (voire de redirection) de leur activité, qu'ils soient considérés comme une réussite ou un échec.

À travers une analyse du rôle joué par les travailleurs et par leurs représentants, le projet invite à sortir d'une lecture ancrée dans le dilemme entre sauvegarde de l'emploi et protection de l'environnement qui cantonne les syndicats et les travailleurs à un rôle au mieux passif et au pire d'opposition à ces projets. Cette recherche entend ainsi apporter une contribution originale à la compréhension d'un enjeu fondamental de la transition écologique : celui des conditions d'une gouvernance démocratique de la réorientation ou de la bifurcation économique et sociale nécessaire à la décarbonation de l'économie et à la protection de l'environnement.

Études en cours « Travail et conditions de travail »

Sommaire

[Fiche T6] Paroles de salariés de « la deuxième ligne »

[Fiche T8] Exposition des Agents de Ménage aux contaminants de l'air intérieur

[Fiche T9] Séminaire syndical travail

[Fiche T11] Études statistiques sur le sens du travail en Europe

[Fiche T12] De "nouveaux" types d'actifs agricoles?

[Fiche T13] Un site, plusieurs entreprises

[Fiche T14] Emplois et trajectoires migratoires dans les métiers du particulier employeur et des services de nettoyage

[Fiche T15] Santé et sécurité au travail des salariés travaillant dans les exploitations agricoles

[Fiche T6] Paroles de salariés de « la deuxième ligne » : enjeux de connaissance et de reconnaissance

Objet : Le projet de recherche se déroule en deux étapes. La première consiste à définir le périmètre des métiers de la « seconde ligne ». Le second objectif serait d'analyser la situation de ces métiers et surtout leur évolution depuis 2 ans.

Méthodologie : Analyse statistiques (DADS ; Enquête Emploi ; Enquête Conditions de Travail)
Entretien semi-directifs

Mots clefs : Qualité de l'emploi ; Reconnaissance ; Covid

Coordination : FX Devetter (IRES, CLERSE)

Membres de l'équipe du projet : Axel Magnan (IRES) ; Julie Valentin (CES, Paris 1)

Financier(s) : AO – CGT-FO

Partenaire(s) : CGT-FO

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : Recherche contractuelle (juin 2023 – décembre 2024)

Axe du Programme de travail :

Emploi, politique d'emploi

Travail, condition de travail

Synthèse du projet :

Le projet de recherche se déroule en deux étapes. La première consiste à définir le périmètre des métiers de la « seconde ligne ». Le second objectif serait d'analyser la situation de ces métiers et surtout leur évolution depuis 2 ans. Le focus porterait sur les emplois identifiés dans le rapport Erhel-Moreau-Follenfant. Trois méthodes complémentaires pourraient être mobilisées :

- d'abord d'un point de vue quantitatif à partir des enquêtes emploi (2018-2022) et/ou des DADS 2018-2021 (pas certain que les données 2022 soient dispo dans les délais impartis).

- ensuite à partir d'une analyse des accords de branches (les 10 principales concernées ?) si cela n'a pas été fait au niveau syndical. Certaines CCN ont par ailleurs modifié (ou sont en réflexion pour) leur modalité de classification (Branche de l'aide à domicile, Sécurité, ...).

- enfin (et surtout) un travail plus qualitatif sur la base d'entretien autour des modalités de reconnaissances (obtenues ou non) depuis la crise sanitaire. Cette troisième méthode permettant d'aller au-delà du seul salaire et d'intégrer des réflexions sur d'autres pan de ce qui constitue la reconnaissance.

[Fiche T8] EXAMEN : EXposition des Agents de MENage aux contaminants de l'air intérieur liés à leur pratique professionnelle

Objet : Le projet EXAMEN vise à évaluer l'exposition des agents de nettoyage aux polluants de l'air issus de leur activité, en considérant l'ensemble des facteurs ayant trait à leurs conditions de travail. Le projet s'intéressera prioritairement aux agents chargés du nettoyage dans les écoles (agents d'entretiens et Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles -ATSEM-).

Méthodologie : Monographies

Mots clefs : Qualité de l'air ; qualité de l'emploi ; Reconnaissance ; Qualification ; Nettoyage

Coordination : Marie VERRIELE DUNCIANU, coordinatrice du projet, est Maître de conférences au CERI EE de IMT Nord Europe

Equipe du projet : Devetter FX (IRES, Clersé) ; Frédéric THEVENET et Nathalie REDON (IMT-NE) ; Nathalie BONVALLOT (EHESP)

Financeur(s) :

Partenaires : IMT Nord Europe, CERI EE (coordinateur) | CSTB, Pollem | Univ. Lille, CLERSE | EHESP, IRSET - Supports : Ville de Nancy (site d'étude) ; INRS (Via convention collaboration IRSET)

Temporalité ou échéances : Recherche contractuelle (novembre 2023 – juin 2026)

Axe du Programme de travail : Travail, conditions de travail

Synthèse du projet :

Le projet s'appuie sur un consortium pluridisciplinaire rassemblant 4 équipes de recherche (CERI EE de IMT Nord Europe, laboratoire Pollem du CSTB, laboratoire CLERSE de l'Université de Lille et l'IRSET de l'EHES) rassemblant des compétences complémentaires en métrologie, physico-chimie des environnements intérieur, toxicologie et évaluation des risques sanitaires et sociologie du travail.

Le projet permettra (i) l'évaluation des expositions des agents de nettoyage dans les écoles et de leurs occupants aux émissions de produits ménagers, (ii) l'incitation au changement de pratiques et (iii) la proposition d'actions concrètes transposables nationalement, en tenant compte de la vulnérabilité des populations considérées, de leurs conditions de travail et de leur capacité réelle au changement. Les méthodes mises en œuvre sont innovantes : infrastructures d'essai à échelle réelle comme préalable à une étude de terrain, analyse de risques combinant des données quantitatives et qualitatives, étude en sciences participatives pour une meilleure sensibilisation et pérennisation des bonnes pratiques. Le cadre opérationnel du projet repose sur l'implication d'une collectivité, qui servira de terrain d'expérimentation pour le lot 1 et de cas d'étude pour les lots 2 et 3. La ville de Nancy s'est portée volontaire ; elle emploie 125 agents techniques et 100 ATSEM chargés de l'entretien des écoles (voir lettre de soutien au projet en annexe).

Les principales questions de recherche sont les suivantes : quels sont les contaminants auxquels les activités de nettoyage (dont les mesures renforcées) exposent les agents de ménage et les occupants ? Quelles sont les expositions et les risques associés à ces expositions ?

Quelles sont les solutions permettant de réduire efficacement ces expositions tout en garantissant l'hygiène des locaux ?

Quelles sont les conditions au changement de pratiques (formation, accès aux données, implication de l'employeur, etc) nécessaires pour réduire l'exposition des agents et des occupants ?

[Fiche T9] Séminaire syndical travail

Objet : Organisation d'un séminaire de recherche sur le travail avec les organisations syndicales

Méthodologie : Chaque séance du séminaire (tous les 2 mois est consacrée à la présentation d'une recherche de terrain, discutée par un.e et un.e responsable syndical.e. Les séances donnent lieu à de courtes restitutions. Le programme du séminaire est fixé par un comité de pilotage constitué de membres de l'équipe Ires et des organisations syndicales.

Mots clefs : Travail, Syndicat

Coordination : F. Lerais et Thomas Coutrot

Equipe du projet : Frédéric LERAIS, Thomas COUTROT, François-Xavier DEVETTER

Financier(s) : NS

Partenaire(s) : Organisations syndicales

Valorisation de la recherche : À préciser par le comité de pilotage en cours de constitution

Temporalité ou échéances : Rythme bi-mestriel Début : T1 2024

Axe du Programme de travail : Travail et conditions de travail

Synthèse du projet :

Le puissant mouvement contre la « réforme » des retraites s'est ancré dans le refus du travail tel qu'il est organisé aujourd'hui. Les syndicats ont signifié unanimement l'impossibilité de repousser l'âge de la retraite sans une amélioration des conditions de travail.

L'agenda des négociations des prochains mois comporte les thèmes de l'emploi des seniors et de la prévention de la désinsertion professionnelle. Se pose de façon centrale la question de la soutenabilité du travail ; selon une étude récente de la Dares^[1], 37 % des salariés - et 41% des femmes - ne se sentent pas capables aujourd'hui de tenir jusqu'à la retraite, l'intensité du travail, le manque d'autonomie et l'absence de participation aux décisions étant les principales causes identifiées. L'enjeu est donc de (re)penser le travail et la place de ceux qui l'exercent.

L'Ires accueille un séminaire de haut niveau sur les perspectives de l'action syndicale pour favoriser la soutenabilité du travail. Ce séminaire réunit des responsables syndicaux en charge des questions de travail et santé dans leur organisation et des chercheurs ayant mené des enquêtes et travaux de terrain ainsi qu'une réflexion approfondie sur les évolutions du travail. Certains de ces travaux portent sur ou incluent dans leur champ d'observation les pratiques syndicales, d'autres non ; il s'agira dans tous les cas d'amener à une réflexion commune des syndicalistes et des chercheurs sur les questions que les évolutions du travail posent aux pratiques et politiques syndicales.

Comment le syndicalisme peut-il s'appuyer sur l'aspiration contrariée des salarié·es à bien faire leur travail ? Quelles initiatives et expérimentations syndicales ont pu ou peuvent contribuer à transformer les conditions et l'organisation du travail ? Après les ordonnances de 2017, au bilan négatif pour la qualité du dialogue social sur le travail, quelles pratiques, quels droits nouveaux, de représentation et d'intervention, seraient nécessaires pour permettre aux salariés et à leurs représentants d'agir concrètement sur ces questions ? Telles sont quelques exemples des questions auxquelles le séminaire s'efforcera de réfléchir, sachant qu'il appartiendra au comité de pilotage de les définir plus précisément.

^[1] Mikaël Beatriz, « Quels facteurs influencent la capacité des salariés à faire le même travail jusqu'à la retraite ? », Dares Analyses n°17, mars 2023.

[Fiche T11] Études statistiques sur le sens du travail en Europe

Objet : À l'aide de l'enquête européenne sur les conditions de travail de 2022, l'étude vise à comparer le sens du travail entre pays et, au sein des pays, entre types de professions (care, production matérielle, administration, gestion, fonction commerciale...).

Méthodologie : Exploitation statistique

Mots clefs : Travail ; Comparaison internationale ; Europe; sens du travail

Coordination : Thomas Coutrot

Membres de l'équipe du projet : C. Perez (Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris 1) et A. Parent-Thirion (Eurofound) (en cours), Thomas Coutrot (IRES)

Financeur(s) :

Partenaire(s) : Paris-I, Eurofound

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : Fin 2023/2024

Axe du Programme de travail : Travail et conditions de travail

Synthèse du projet

À l'aide de l'enquête européenne sur les conditions de travail de 2022, l'étude vise à comparer le sens du travail entre pays et, au sein des pays, entre types de professions (care, production matérielle, administration, gestion, fonction commerciale...).

Elle vise aussi à examiner le lien entre sens du travail et perspectives professionnelles (promotion, mobilité, insécurité...).

On se fondera sur la conceptualisation et les choix d'indicateurs statistiques déjà réalisés dans nos travaux précédents, en les adaptant à la nature des informations collectées dans l'enquête européenne.

[Fiche T12] Agri-Dinamo De "nouveaux" types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive ?

Objet : L'étude porte sur l'analyse des organisations productives, notamment en termes de travail, portées par les agriculteurs nouvellement installés en comparaison de leurs prédécesseurs

Méthodologie : Entretiens semi-directifs / Typologie d'exploitations / Analyse de bases de données statistiques et administratives

Mots clefs : Travail agricole ; organisation productive ; installation ; trajectoire ; mobilité professionnelle

Coordination : Geneviève Nguyen – INRAE / ENSAT / Référént IRES Axel Magnan

Membres de l'équipe du projet : Cécile Gazo (INP-ENSAT) , Pauline Lecole (Supagro), Axel Magnan (IRES), François Purseigle (INP-ENSAT), Olivier Pauly (INP-ENSAT)

Financier(s) : Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Centre d'Etude et de Prospective

Partenaire(s) : INP Toulouse ENSAT, INRAE UMR AGIR, IRES, Montpellier Supagro

Valorisation de la recherche : Gazo C. ; L'école P., Magnan A., Nguyen G., Pauly O. et Purseigle F. (2025), Les installés « non issus du milieu agricole » : des producteurs comme les autres ?, Analyse, n°218, Juin 2025, Centre d'Etudes et de Prospective, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire [art]

Gazo C. ; L'école P., Magnan A., Nguyen G., Pauly O. et Purseigle F. (2025), De « nouveaux » types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive ? Rapport de l'appel à projet de recherche du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) : "Les nouveaux actifs agricoles : portraits socio-démographiques, trajectoires, insertions" [rapport]

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final rendu au 2ème trimestre 2025

Temporalité ou échéances : Valorisations en cours en 2026

Axe du Programme de travail : Travail

Synthèse du projet :

Le projet de recherche vise à typologiser les « nouveaux » chefs d'exploitation dans toute leur diversité, de comprendre leurs objectifs à plus ou moins long terme ainsi que leurs projets entrepreneuriaux. Pour cela, il associe les compétences de plusieurs chercheurs pour croiser analyses qualitatives et quantitatives de personnes récemment installées, et aussi celles projetant de s'installer. Pour appréhender la diversité des situations, les profils socio-démographiques sont analysés en même temps que les trajectoires d'installation, projets professionnels et modèles d'entreprise et d'organisation du travail salarié. En portant l'attention sur les continuités – ou discontinuités – entre les trajectoires d'installation/entrée et celles de transmission/sortie, il questionne la notion d'installation à partir de celles relevant de l'entrepreneuriat et de la mobilité sociale et professionnelle.

Etablir des profils « types » du « nouveau » au regard de l'« ancien » candidat à l'installation, qu'il soit issu ou non du monde agricole, en reprise cadre-familial ou hors-cadre-familial, semble de plus en plus illusoire au fur et à mesure de l'extrême diversification des profils, des trajectoires d'installation et des projets entrepreneuriaux. La reconnaissance de cette diversité de situations constitue néanmoins un enjeu majeur en matière d'accompagnement du secteur dans ses réponses aux défis de renouvellement des actifs, de souveraineté alimentaire et de transition vers plus de durabilité. Ce travail associe les compétences de chercheurs de diverses disciplines et combine analyses statistiques des données de la Mutualité Sociale Agricole du Languedoc et du Recensement Agricole 2020 ; et plusieurs dizaines d'études de cas auprès d'agriculteurs récemment installés.

[Fiche T13] Un site, plusieurs entreprises : quels impacts de la sous-traitance sur site sur les relations professionnelles ? (Projet SITE)

Objet : Cette recherche vise à questionner les effets produits par le développement d'une forme spécifique de sous-traitance : la sous-traitance sur site (ou sous-traitance interne). Cela fait référence aux situations où les salariés de l'entreprise preneuse d'ordre interviennent sur le site de l'entreprise donneuse d'ordre, se retrouvant ainsi à partager le même espace de travail de salariés directement employés par le donneur d'ordre.

Méthodologie : exploitation statistique de l'enquête REPONSE complétée par des monographies de terrain dans différents secteurs d'activité : le secteur du nettoyage, les industries de la viande et un terrain à définir à partir des enquêtes REPONSE et Conditions de travail.

Mots clefs : Sous-traitance / conditions de travail/ relations professionnelles

Coordination : François-Xavier Devetter (Université de Lille – Clersé, IRES)

Membres de l'équipe du projet : François-Xavier Devetter (Université de Lille – Clersé, IRES), Anna Frisone (IRES), Christèle Meilland (IRES), Corinne Perraudin (Université Paris 1 Sorbonne, CES), Nadine Thevenot (Université Paris 1 Sorbonne, CES), Julie valentin (Université Paris 1 Sorbonne, CES)

Financeur : DARES

Partenaires : Université Paris 1 Sorbonne, CES, Clersé, Université de Lille.

Valorisation de la recherche : Articles scientifiques et rapport final.

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final pour décembre 2026.

Temporalité ou échéances : Début de la recherche : octobre 2024. Durée : 24 mois

Axe du Programme de travail : Axe Travail

Synthèse du projet :

Le choix de centrer l'analyse sur la sous-traitance sur site tente d'évaluer dans quelle mesure l'éclatement du collectif se maintient quand bien même les salariés partagent le même site de production. Dans ce cadre une forme, même affaiblie, de collectif est davantage susceptible d'apparaître mais cette proximité est également à même de générer des tensions accrues et des risques spécifiques dans l'exercice du travail liés aux situations de co-activité (risques d'interférence) nécessitant un besoin de coordination des activités et de la représentation professionnelle.

Les logiques de sous-traitance produisent des effets, aujourd'hui bien établis (notamment sur la hiérarchisation des droits et des conditions de travail des salariés mais aussi sur la représentation formelle des salariés et le dialogue social), mais la situation spécifique de la sous-traitance interne semble constituer un cas heuristique en générant potentiellement ces mêmes effets alors même que les salariés partagent un même lieu de production ainsi que de nouveaux risques liés à la co-activité. Comment la proximité physique s'articule-t-elle avec l'éloignement juridique ? Les conséquences de la division formelle entre salariés relevant d'employeurs différents sont-elles renforcées ou atténuées par l'existence d'un rapport de proximité géographique ? La création d'une frontière juridique (par un donneur d'ordre) fait-elle disparaître ses responsabilités sociales (mais également environnementales) vis-à-vis des salariés externalisés ? Qu'en est-il de la prise en compte des problématiques santé et sécurité au travail des salariés « extérieurs » ?

Enfin quels sont les dispositifs formels et informels qui permettent de limiter les effets de la sous-traitance ? Telles sont les différentes questions auxquelles cette recherche tentera de répondre.

[Fiche T14] Emplois et trajectoires migratoires dans les métiers du particulier employeur et des services de nettoyage

Objet : L'objectif principal de ce projet de recherche est d'étudier les articulations entre la trajectoire des migrants et l'occupation d'un emploi relevant du champ des « métiers du nettoyage » (employés de maison, agent d'entretien, aide à domicile).

Méthodologie : Il s'agit essentiellement d'une analyse quantitative à partir de plusieurs enquêtes de la statistique publique : le dispositif ELIPA mais également les enquêtes TEO, les enquêtes emploi et conditions de travail. Des entretiens semi-directifs sont également envisagés.

Mots clefs : Migration / conditions de travail/ rémunérations / intégration

Coordination : François-Xavier Devetter (Université de Lille – Clersé, IRES)

Membres de l'équipe du projet et appartenances : François-Xavier Devetter et Gaston Nkeshimana (Université de Lille – Clersé, IRES), Muriel Pucci et Julie valentin (Université Paris 1 Sorbonne, CES)

Financeur(s) : Département des statistiques, des études et de la documentation (DSED) de la Direction générale des étrangers en France (DGEF)

Partenaire(s) : Université Paris 1 Sorbonne, CES, Clersé, Université de Lille.

Valorisation de la recherche : Articles scientifiques et rapport final.

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final pour décembre 2026.

Temporalité : Début de la recherche : janvier 2025. Durée : 24 mois

Axe du Programme de travail : Axe Travail

Synthèse du projet :

Le programme de recherche se décompose en quatre étapes successives. La première étape consistera à étudier les caractéristiques des primo-arrivants occupant ces emplois et de les comparer d'une part aux autres primo-arrivants et d'autre part aux autres salariés occupant ces emplois tels qu'ils peuvent être observés dans l'Enquête Emploi ou l'Enquête Conditions de travail.

La deuxième étape cherchera à analyser les conditions d'emplois déclarées dans ELIPA : temps de travail, rémunération, sentiment de déclassement, etc. La troisième étape visera à documenter les effets de l'occupation de ces emplois sur le parcours d'intégration : constituent-ils des portes d'entrée efficaces pour faciliter l'intégration des migrants sur le marché du travail français ?

Enfin, dans une quatrième étape nous nous intéresserons plus spécifiquement à la dimension genrée de ces emplois et aux articulations entre le genre et les responsabilités parentales.

[Fiche T15] Forum AgriSST : Santé et sécurité au travail des salariés travaillant dans les exploitations agricoles

Objet : Forum sur la santé et la sécurité au travail des salariés de l'agriculture en France.

Méthodologie : Ce forum, réalisé les 8 et 9 juillet 2025 à Bordeaux, a associé une diversité d'acteurs professionnels, syndicaux, associatifs et de chercheurs de différentes disciplines. Ces deux journées ont combiné des tables rondes, des présentations thématiques et des discussions en petits groupes autour de présentations courtes.

Mots clefs : Salariat agricole ; Santé et Sécurité au Travail ; interdisciplinarité ; conditions de travail ; risques professionnels

Coordination : Axel Magnan

Membres de l'équipe du projet : Catherine Laurent et Adelaïde Nascimento (INRAE), Frédéric Lerais et Axel Magnan (IRES), Alain Garrigou et Loïc Lerouge (Université de Bordeaux), et Fabienne Goutille (Université Clermont Auvergne).

Financeur(s) : INRAE, Université de Bordeaux

Valorisation de la recherche : Magnan A. (2025) Le poids croissant des salariés dans l'agriculture française, Forum AgriSST 2025, Bordeaux, 8 juillet 2025 [com]

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport de conclusions du forum rendu début 2026

Temporalité ou échéances : Réalisation en 2025, suites à donner à préparer en 2026

Axe du Programme de travail : Axe Travail

Synthèse du projet

Les questions de santé et de sécurité au travail sont peu présentes dans les débats des acteurs du monde agricole à l'exception d'une petite communauté de personnes travaillant sur le sujet. Les chercheurs impliqués ont souvent des difficultés à avoir une vision globale et actualisée des transformations des formes de travail en agriculture et des risques qui y sont associés.

Pour autant, il n'existe pas d'instance transversale où les différents acteurs concernés échangeraient pour construire une vision globale de ce que devrait être les priorités de recherche en matière de SST pour l'agriculture et les salariés de l'agriculture française.

Notre objectif est de contribuer à la construction d'un tel espace d'échange sur la SST dans l'agriculture, de façon à mieux socialiser et traduire les acquis des recherches dans ce domaine et préciser ce que seraient les priorités de recherches socialement pertinentes pour différents types d'acteurs. Il va s'agir à la fois de pouvoir construire des politiques publiques mieux informées par les connaissances disponibles, et de nourrir les pratiques et la réflexion des autres acteurs de l'agriculture, qu'ils soient salariés, employeurs, représentants du personnels, préventeurs internes ou œuvrant au sein des services de prévention de la MSA ou des services de santé au travail, acteurs associatifs ou toute s personnes concernées par ces questions.

Pour cela nous avons organisé un premier forum centré sur la SST pour les populations des salariés agricoles en juillet 2025, afin de recueillir et partager la diversité des points de vue des chercheurs de divers instituts et diverses disciplines et des acteurs souhaitant utiliser les résultats de recherche pour informer leurs décisions (syndicats, associations, ...).

Études en cours « Emploi, chômage et politique d'emploi »

Sommaire

[Fiche E2] Le développement du salariat précaire dans l'agriculture française

[Fiche E3] Parcours des salarié·es de l'Insertion par l'activité économique**Erreur ! Signet non défini.**

[Fiche E4] L'accompagnement expérientiel

[Fiche E6] Evaluation des expérimentations relatives aux Entreprises adaptées

[Fiche E7] Fondements et ressorts des pratiques de médiation active

[Fiche E8] Pratiques et stratégies de revitalisation des territoires

[Fiche E2] Le développement du salariat précaire dans l'agriculture française : une approche d'économie institutionnelle

Objet : L'objectif de l'étude était la réalisation d'une thèse étudiant les recompositions de l'emploi salarié précaire dans l'agriculture française

Méthodologie : Typologie des statuts professionnels agricoles / Quantification de la typologie en utilisant les bases de données de la Mutualité Sociale Agricole / Etude des politiques publiques / Entretiens institutionnels avec représentants syndicaux, associatifs et publics

Mots clefs : Salariat agricole ; Précarité du travail ; Politiques publiques ; Rapport social d'activité ; Mécanismes de régulation

Coordination : Axel Magnan (IRES / INRAE)

Membres de l'équipe du projet :

Financeur(s) : IRES / INRAE SAD

Partenaire(s) : Ministère de l'Agriculture

Valorisation de la recherche :

Magnan A. (2025) Temporary farmworkers at the center of agricultural workforce. An analysis of labor segmentation in French agriculture. Journal of Rural Studies [art]

Magnan A. (2025) Opacité et sous-traitance dans le recours à des salariés agricoles précaires : quelles implications pour leur santé au travail ? Workshop « Santé au travail et main d'oeuvre saisonnière et précaire », Projet Étude comparée des enjeux éthiques contemporains en santé au travail COMPAST, 13 juin 2025 [com]

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : Valorisations prévues en 2026

Axe du Programme de travail : Emploi, Chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet :

Les données sur le secteur agricole français suggèrent que le recours à des salariés précaires est important et source de mauvaises conditions de travail, de faibles revenus et d'une faible visibilité institutionnelle pour les salariés concernés. Ce recours est fortement soutenu par les politiques publiques, avec un coût important pour les finances publiques. Ce travail de recherche vise à comprendre comment ce soutien peut s'expliquer malgré des impacts négatifs sur les salariés concernés et incertains sur les performances économiques des exploitations agricoles. Les apports de plusieurs programmes de recherche en économie institutionnelle sont mobilisés, notamment ceux de la Théorie de la Régulation.

Ce travail de recherche combine trois analyses complémentaires : celle des formes d'emploi de ces salariés précaires en France, celle des politiques publiques qui s'appliquent dans ce domaine et celle de l'évolution des dispositifs institutionnels régulant l'emploi dans le secteur. Plusieurs sources de données quantitatives et qualitatives sont mobilisées.

[Fiche E3] Parcours des salarié·es de l'Insertion par l'activité économique. De l'accompagnement à la (non) participation

Objet : L'objectif de la recherche est d'analyser les formes de participation des salariés en parcours aux instances de dialogue social des structures de l'Insertion par l'activité économique (IAE) et les effets sur leurs trajectoires socio-professionnelles.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs

Mots clés : Insertion par l'activité économique, Chantiers d'insertion, Parcours professionnels, Relations professionnelles, Pouvoir d'agir, Hauts-de-Seine, Yvelines, Maine-et-Loire

Coordination : Arnaud Trenta (IRES)

Membres de l'équipe du projet : Virginia Mellado (IRES), Sophie Rétif (IDHES, Université Paris Ouest)

Financeur(s) : INJEP

Partenaire(s) : IDHES, Université Paris Ouest

Valorisation de la recherche :

Mellado, V. et Trenta, A. (2024) . Le travail d'encadrement et d'accompagnement dans les ateliers et chantiers d'insertion soumis à la marchandisation. *Vie sociale*, n° 45(1), 37-49. <https://doi.org/10.3917/vsoc.229.0037>.

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : 2021-2026

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet :

Inscrits dans des dispositifs d'insertion, les salariés des structures de l'IAE sont aux prises avec des catégories d'action publique qui encadrent leurs statuts, leurs parcours et leurs transactions identitaires. À la fois employés d'une organisation productive, bénéficiaires de l'aide sociale et membres d'une association, ces salariés doivent composer avec des systèmes normatifs puissants – et parfois en tension – comme le marché du travail, la protection sociale et la citoyenneté pour négocier leur place et leur rôle dans les structures de l'IAE en particulier et dans la société en général. Les représentations dont ils sont l'objet et les interactions qui trament leur vie quotidienne façonnent les trajectoires sociales de ces acteurs et, in fine, conditionnent leur processus d'insertion. Dans cette optique, la recherche vise à analyser la manière dont ces différents registres du travail, de la solidarité et de la citoyenneté s'articulent au sein des associations de l'IAE et comment ces articulations renforcent – ou pas – le pouvoir d'agir des salariés en insertion. Le projet s'articule autour de deux axes : la conception des dispositifs visant à renforcer le pouvoir d'agir et les usages de ces dispositifs dans les associations. Une analyse socio-historique du dialogue social a été menée au niveau de la branche professionnelle des chantiers d'insertion, et trois monographies de chantiers d'insertion ont été réalisées dans l'Ouest de la région parisienne (Yvelines, Hauts-de-Seine).

[Fiche E4] L'accompagnement expérientiel

Objet : A l'appui d'une série d'enquêtes de terrain conduite depuis plusieurs années, cette recherche vise à mieux comprendre les logiques d'accompagnement faisant place à l'expérience, et à définir ce que serait un « accompagnement expérientiel », les idées qui l'orientent et les effets qu'il est susceptible de produire pour ses bénéficiaires.

Méthodologie : Capitalisation sur des enquêtes de terrain et travaux d'évaluation en cours

Mots clefs : Accompagnement expérientiel, expérience, prestations, service

Membres de l'équipe du projet : Solveig GRIMAULT (IRES)

Financeur(s) :

Valorisation de la recherche :

Grimault (S.), 2025, « Penser, soutenir et mobiliser l'expérience, dans, par et pour l'accompagnement », CIBC Gironde, Bordeaux, 27 juin [intervention].

Grimault (S.), 2025, « L'approche expérientielle dans les pratiques d'accompagnement », Université d'automne CIBC/Avenir Actif, Marseille, 27-28 novembre [intervention].

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet :

Qu'est-ce qu'accompagner ? que s'agit-il d'accompagner ? A l'évidence, ces questions appellent des réponses diverses tant les logiques et pratiques d'accompagnement sont hétérogènes. Dans la diversité des « figures » de l'accompagnement dans le champ de la formation et de l'emploi, une logique d'accompagnement émerge que l'on pourrait qualifier d'expérientielle. Elle est l'objet de ce projet au long cours, qu'alimente un ensemble de travaux conduits depuis 2013. Plusieurs interventions réalisées en 2025 ont été l'occasion de travailler la question de la mobilisation de l'expérience des bénéficiaires dans l'accompagnement, dans le cadre de la mise en œuvre du service de conseil en évolution professionnelle (CEP).

Une journée de réflexion, animée auprès d'une équipe de conseillers en évolution professionnels du CIBC 33, a conduit à explorer les liens que la mobilisation de l'expérience peut entretenir avec la question du projet comme avec la matière du travail – offerte quant à elle par les situations professionnelles présentes –, au service de cette enquête singulière que peut constituer un processus d'évolution professionnelle accompagné.

L'animation d'ateliers collectifs, dans le cadre d'un événement organisé par le réseau des CIBC opérateurs du CEP, a conduit à équiper les conseillers-CEP pour les aider à adopter une posture de praticien réflexif, et les inviter à esquisser ce que pourrait être le *design* du service CEP, du moins de quelques séquences choisies à forte teneur expérientielle. Il s'agissait, à travers la restitution de quelques séquences du service CEP, de les encourager à devenir en quelque sorte des « chercheurs dans un contexte de pratique », pour identifier dans chaque séquence choisie les actions mises en œuvre, leurs fondements, les savoirs tacites et les représentations qui les guident, et leurs conséquences et effets pour les bénéficiaires. Ces deux interventions ont permis d'éprouver la fécondité d'une lecture expérientielle de l'accompagnement CEP. Les réflexions des conseillers, leurs restitutions et le matériau que ces différents temps collectifs ont commencé à générer en témoignent.

Enfin, les travaux en cours sur les pratiques de médiation active alimentent directement ce projet d'ensemble relatif à la fonction d'accompagnement, tout comme le travail réalisé dans le cadre du comité scientifique d'évaluation des expérimentations relatives aux entreprises adaptées.

[Fiche E6] Évaluation des expérimentations relatives aux Entreprises adaptées

Objet : La DGEFP a constitué un comité scientifique pour l'évaluation de la mise en œuvre de deux expérimentations relatives aux entreprises adaptées : le CDD Tremplin et les Entreprises adaptées de travail temporaire. L'évaluation, réalisée selon une approche évaluative dite « basée sur la théorie », vise à analyser les effets des expérimentations sur l'accès aux formations et à l'emploi des travailleurs handicapés, ainsi que l'impact sur les finances publiques. Elle vise également à déterminer les conditions d'essaimage et de généralisation des pratiques ayant les effets positifs les plus tangibles, sur la situation des bénéficiaires et celle des EA qui les auraient mises en œuvre. Le comité scientifique (CS) mis en place par la DGEFP et présidé par Solveig Grimault établit le rapport d'évaluation, sur la base du travail du prestataire sélectionné.

Méthodologie : Suivi par le CS du travail du prestataire ; établissement du rapport d'évaluation par le CS au moyen d'une méta-analyse des résultats produits par le prestataire.

Mots clefs : Accompagnement, entreprises adaptées, handicap, évaluation, expérimentation

Coordination : Solveig Grimault (IRES), Présidente du Comité scientifique d'évaluation

Membres de l'équipe du projet : Comité scientifique : Agathe Devaux-Spatarakis (Quadrant Conseil), Anne Fretel (Université Paris 8, associée IRES), Solveig Grimault, Philippe Jacquinet (Université d'Évry Val d'Essonne), Sylvain Kerbourc'h (Chercheur associé au CEMS-EHESS), Anne Rvillard (LIEPP), Xavier Wepp (Institut d'Administration des Entreprises - Lille 1), Marc Collet (DARES), Vanessa Bellam (DREES), Laurent Duclo (DGEFP), Pascal Jean-Charles (DGEFP), Bénédicte Leray (DGEFP).

Valorisation de la recherche :

Grimault (S.), Duclos (L.), 2025, « De l'expérimentation déterminée aux art. 78 et 79 de la loi du 5 septembre 2018 au nouveau cadre de l'accompagnement en EA », DGEFP, 9 janvier.

Grimault (S.), Duclos (L.), 2025, « Des expérimentations au nouveau cadre de l'accompagnement en EA. Enseignements intermédiaires et travaux en cours du comité scientifique », Comité national de suivi des entreprises adaptées, DGEFP, 14 avril 2025.

Rapport ou rapport intermédiaire : le rapport final d'évaluation du comité scientifique est en cours d'écriture, sur la base des rapports remis par le prestataire (groupement Itinere-ORSEU).

Temporalité ou échéances : Octobre 2020 – 2026

Synthèse du projet :

Le CS a réalisé une exploitation secondaire des résultats présentés dans le rapport du prestataire sur la base de l'ensemble du matériau produit tout au long des travaux évaluatifs : monographies d'EA (13), rapport d'analyse des trajectoires (50 salariés), rapport final. Ce travail a consisté à renforcer le plan d'épreuve pour évaluer de façon plus précise les conditions d'efficacité de l'accompagnement des transitions professionnelles mises en œuvre par les EA expérimentatrice. Solveig Grimault s'est plus particulièrement chargée de ce travail. Elle a été sollicitée, avec Laurent Duclos, pour présenter le rapport intermédiaire du CS et les principaux enseignements du travail complémentaire qu'elle a pris en charge auprès de la DGEFP puis du comité de suivi national des EA. Ce travail a alimenté l'écriture de l'instruction DGEFP/METH/2025/31 du 21 mars 2025 relative aux entreprises adaptées et entreprises adaptées de travail temporaire.

[Fiche E7] Fondements et ressorts des pratiques de médiation active

Objet : Ce projet a été initié en lien avec l'association Transfer-IOD qui conçoit et développe des pratiques de médiation active visant tout à la fois les actifs les plus exposés aux risques d'exclusion sur le marché du travail et les entreprises du territoire, les TPE-PME les plus éloignées du marché du travail en particulier. Il vise à éclairer les stratégies de médiation et les conditions nécessaires à leur mise en œuvre, et s'inscrit désormais dans le cadre des travaux de la Conférence permanente des médiateurs de l'emploi et du recrutement (COPEMER). Celle-ci rassemble, outre Transfer et A.CO.R, le Collectif France Emploi Accompagné, Working First, la Maison de la formation en situation de travail, un certain nombre de consultants et de chercheurs dont Solveig Grimault. La Conférence est un espace ouvert d'échange de savoirs qui mobilise, dans le champ de l'insertion, l'expérience de praticiens de la médiation du recrutement, de la relation à l'entreprise et de la négociation des conditions du travail. Elle se propose d'éclairer ces stratégies de médiation, tant dans leurs fondements qu'en termes de professionnalisation et d'organisation pratique de l'offre de service associée.

Méthodologie : Capitalisation sur des enquêtes de terrain et travaux d'évaluation en cours

Mots clefs : Médiation active, méthode IOD, méthode IPS, accompagnement, médiateur, TPE-PME, RSA

Coordination : Solveig GRIMAULT (IRES)

Partenaire(s) : Membres de la COPEMER

Valorisation de la recherche : GRIMAULT (S.), 2025, « La médiation et l'art de faire des ponts », Premières rencontres nationales des médiateurs de l'emploi et du recrutement, « Des pratiques d'intervention sur le recrutement / plus inclusives », CNAM, Paris, 14 octobre. [com]

Temporalité ou échéances : Un projet de publication ouverte doit être discuté

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage et politique de l'emploi

Synthèse du projet :

La COPEMER a organisé au CNAM, en octobre 2025, les Premières rencontres nationales des médiateurs de l'emploi. Un premier temps a été consacré à la déconstruction de certains « lieux communs » relatifs au fonctionnement du marché du travail. Des ateliers d'échanges de pratiques se sont ensuite concentrés sur plusieurs ressorts essentiels d'une médiation du recrutement. La journée s'est conclue par des regards croisés de trois chercheurs mettant en perspective les principaux apports de la journée. Si la médiation du recrutement suggère le fait d'être « au milieu » ou *entre* deux parties d'une possible relation d'emploi, comment caractériser le cheminement qu'il s'agit d'accompagner *pour chacune*, les conditions qui y sont favorables et les effets qui peuvent en être escomptés de part et d'autre ? Solveig Grimault a cherché à rendre visible cette dimension, plus rarement évoquée, des pratiques de médiation du recrutement et de l'emploi.

[Fiche E 13] Quel potentiel d'innovation de TZC dans le champ des politiques d'emploi ?

Objet : Comprendre les conditions nécessaires pour que l'expérimentation TZC porte concrètement le potentiel d'innovation dont le projet est porteur

Méthodologie : Monographie et entretiens qualitatifs menés sur longue période au sein d'une EBE (travail engagé en 2017)

Mots clefs : politique d'emploi, modèle économique, travail, employeurabilité, accompagnement

Membres de l'équipe du projet : Anne Fretel Université Paris 8, LED, associée IRES

Financier(s) : projet de long terme partiellement financé

Partenaire(s) : (évolution des partenaires au cours du temps) : Noémie Dudzinski, Anne-Lise Ulmann, Beatrice Delay, Nicolas Farvaque

Valorisation de la recherche :

Fretel (2025), « Passer de l'emploi au travail : une condition nécessaire pour penser la question de l'employeurabilité dans les dispositifs d'insertion - Discussion à partir du cas territoires zéro chômeur de longue durée (TZC) », communication le 11 décembre 2025, colloque La notion d'employeurabilité : regards croisés entre recherche et pratique - LIRSA CNAM PARIS- PACTE CIVIQUE

Rapport ou rapport intermédiaire :

A. Fretel et N. Dudzinski « Evaluation d'un dispositif de formation en situation de travail au sein de l'EBE la Fabrique de l'emploi 2022-2024 », juillet 2025

Temporalité : travail débuté en 2017, réactivé sur la période 2023-25, programmé sur 2026-2027

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet

L'expérimentation territoires zéro chômeur dans son projet opère plusieurs déplacements par rapport au cadre « classique » des politiques d'emploi :

- L'entrée dans le projet se fait sur la base du volontariat.
- Une place plus grande est laissée à la personne et son projet.
- La personne n'est pas recrutée mais embauchée, c'est-à-dire que sur la base de ses souhaits, elle intègre l'entreprise à but d'emploi (EBE) sans passer d'épreuves de sélection.
- l'emploi proposé est en CDI à temps choisi c'est-à-dire que l'EBE ne propose que des contrats de travail de droit commun là où les dispositifs d'insertion ont largement conduit à produire du droit dérogatoire
- la dynamique de parcours est ouverte, il n'y a pas de temps prédéfini au sein de l'EBE, l'expérience au sein de l'EBE peut être vécue comme un tremplin vers un emploi dans le secteur marchand ou une d'insertion durable au sein de l'EBE.

Si dans l'esprit du dispositif un certain nombre de déplacements sont opérés, ce qui peut permettre à TZC de se mettre à distance des dispositifs classiques d'insertion et donc rompre avec le paradigme de l'employabilité, dans sa mise en œuvre, le projet achoppe sur des difficultés récurrentes aussi bien en ce qui concerne les expérimentations de la loi 1 que celles de la loi 2. Quels peuvent alors être les leviers concrets pour opérer un déplacement du registre de l'employabilité au registre de l'employabilité ? Les travaux engagés et qui se poursuivent esquissent plusieurs éléments qui doivent être pris en compte : la mise en cohérence entre le modèle économique de l'organisation et la représentation du travail, l'accompagnement sur le poste de travail, le basculement d'une représentation de la personne salariée en emploi à une personne engagée dans une activité de travail.

Études en cours « Salaire, revenus et protection sociale »

Sommaire

[Fiche S9] L'index d'égalité professionnelle hommes-femmes : un outil pour la négociation ?

[Fiche S10] Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie

[Fiche S11] Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée : instrumentation et territoires

[Fiche S9] L'index d'égalité professionnelle hommes-femmes : un outil pour la négociation ?

Objet : La recherche visera à questionner l'utilisation de l'index d'égalité professionnelle par les syndicats et les entreprises lors des négociations collectives sur le thème d'égalité professionnelle salariale. Pour cela nous mobiliserons plusieurs méthodes de recherche de type quantitatif et qualitatif : travail de revue de littérature, analyse statistique descriptive des résultats de l'Index et tenue d'entretiens semi-directifs.

Méthodologie : Analyse statistique descriptive (Base Egapro), entretiens semi-directifs avec des représentants syndicats et patronaux.

Mots clefs : Index, égalité professionnelle, négociation collective, analyse sectorielle

Coordination : Christèle Meilland (IRES)

Membres de l'équipe du projet : Christèle Meilland (IRES)

Financier(s) : AO CGT-Force Ouvrière

Partenaire(s) : IRES (FR)

Valorisation de la recherche :

Rapport de stage d'Arnaud Cachot (2023) « L'index de l'égalité professionnelle femmes-hommes, du contexte de sa création à ses manquements effectifs : Une analyse dans les branches de la propreté et des bureaux d'études », Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Rapport ou rapport intermédiaire :

Rapport intermédiaire livré en mai 2024

Rapport final à livrer à l'horizon de premier trimestre 2025

Temporalité ou échéances : Juin 2023- Premier trimestre 2025

Axe du Programme de travail : Salaire, revenus, protection sociale

Synthèse du projet :

L'index d'égalité professionnelle constitue le dernier élément d'un édifice législatif français où de nombreuses lois (Loi Roudy, Loi Génisson de 2001) ont mis l'accent sur la négociation collective et imposé l'égalité comme objet de négociation dans l'entreprise. Etant donné son obligation de résultats, il devrait favoriser une dynamique de négociation sur l'égalité professionnelle dans les entreprises.

Pour autant, de nombreuses questions restent ouvertes. En effet est-ce que le calcul de cet index prend en compte tous les facteurs des inégalités hommes-femmes sur le marché du travail et hors du marché du travail ? Comment cet index a-t-il été appréhendé par les syndicats et par les entreprises ?

Est-ce que le calcul de l'index ne conduit pas à une érosion de la négociation collective en termes d'égalité professionnelle hommes-femmes ?

Comment les syndicats intègrent l'index professionnel dans leur négociation ?

Pour répondre à ces questions, la recherche s'appuiera sur deux outils.

Le premier outil sera constitué d'une revue de littérature qui permettra d'analyser la réalité des inégalités professionnelles hommes-femmes et de comprendre la construction de ce nouvel indicateur.

Et le second temps de la recherche, en prenant appui sur des entretiens d'acteurs syndicaux et de professionnels, visera à questionner l'utilisation des outils de l'égalité professionnelle (notamment l'index) dans les négociations collectives des entreprises.

[Fiche S10] Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie (Trajex)

Objet : L'étude porte sur l'analyse de la conception, la mise en œuvre et la réception des systèmes locaux d'aide à l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap vivant à domicile sur trois territoires : Paris, Lyon et Marseille. La recherche place la catégorie de « qualité du soin » au cœur de l'analyse des représentations, des pratiques et des trajectoires des différents acteurs du domaine de l'autonomie (les personnes en situation de dépendance, les proches aidants, les travailleurs et travailleuses de l'aide, les responsables des pouvoirs publics).

Méthodologie : Entretiens semi-directifs, Observations, Analyse statistique descriptive

Mots clés : Autonomie ; Politiques sociales ; Action publique territoriale ; APA ; PCH ; Aides à domicile ; Aidants ; Paris ; Lyon ; Marseille

Coordination : Arnaud Trenta (IRES)

Membres de l'équipe du projet : Christèle Meilland (IRES), Saphia Doumenc (IRES), Cristina Nizzoli (IRES), Anne Petiau (Lise-Cnam), Abdia Touahria-Gaillard (Fepem, Lise-Cnam), Barbara Rist (Lise-Cnam), Olivier Giraud (Lise-Cnam), Sophie Bérout (Triangle Lyon 2)

Financier(s) : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

Partenaire(s) : IRES, Triangle-Lyon 2, Lise-Cnam-CNRS

Valorisation de la recherche :

- C. Nizzoli, « Les contrats courts dans les métiers de l'aide à domicile », Journée d'information-sensibilisation ISST/DRIEETS d'Ile-de-France, ISST, 30 mai 2023, Bourg-la-Reine [form]
- O. Giraud, A. Touahria-Gaillard, A. Trenta, « What room for maneuver for policy options in the post-NPM context and in multilevel governance setting in Paris, Lyons and Marseilles? », Transforming Care Conference, 26-28 juin 2023, Sheffield, Angleterre [com]
- C. Meilland, A. Touahria-Gaillard, A. Trenta, « Les circuits territorialisés de l'accès au droit des personnes âgées en perte d'autonomie », Congrès de l'Association française de sociologie (AFS), 04-07 juillet 2023, Lyon [com]
- A. Trenta, « Local Government of Long Term Care Policies in France », World Congress of Political Science (AISP), 15-19 juillet 2023, Buenos Aires, Argentine [com]
- A. Trenta « Escalas de acción pública y burocracias de calle en el acceso a los derechos de las personas mayores dependientes en Francia », Congrès de la Société argentine d'analyse politique (SAAP), 18-21 juillet 2023, Buenos Aires, Argentine [com]
- C. Nizzoli, « (Dé)construction de la déqualification du travail dans l'aide à domicile », Journées internationales de sociologie du travail (JIST), 01 juillet 2024, Évry-Courcouronnes [com]

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport Intermédiaire présenté en août 2023.

Temporalité ou échéances : 2021/2026

Axe du Programme de travail : Salaire, revenus, protection sociale, Travail et conditions de travail

**[Fiche S11] Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée :
instrumentation et territoires (AURELIA)**

Objet : Le projet Aurelia vise à analyser les régimes d'autonomie, définis comme un ensemble de représentations sociales, de discours publics, de mesures politiques, de normes institutionnelles venant structurer des modalités d'organisation de l'accompagnement à l'autonomie des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes en situation de handicap. Il s'inscrit dans une approche comparative des régimes d'autonomie qui croise les échelles nationales, territoriales et individuelles de régulation, de mise en œuvre et de réception de l'action publique.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs, observations, statistiques descriptives.

Mots clefs : Autonomie, régime, care, action publique, instruments, territoires, comparaison internationale, aides à domicile, aidants, Val d'Oise, Morbihan

Coordination : Loïc Trabut (INED)

Membres de l'équipe du projet :

Christèle Meilland (IRES), Virginia Mellado (IRES), Arnaud Trenta (IRES)
Loïc Trabut (INED), Marie-Victoire Bouquet (Ined) Olivier Giraud (Lise, CNRS), Anne Petiau (Buc Ressources, Lise)

Financeur(s) : ANR, CNRS, PPR Autonomie

Partenaire(s) : Ined, Lise (Cnam CNRS), EHESP, EHESS, LSE (UK), Université de Hambourg (Allemagne), Université de Doshisha (Japon)

Valorisation de la recherche :

Mellado V., Trenta A., « Housing arrangements and the autonomy of elderly and disabled people », Transforming Care Conference, 25-27 juin 2025, Helsinki, Finlande

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : 2022-2028

Axe du Programme de travail : Salaire, revenus, protection sociale

Études en cours « Mutation du système productif, macroéconomie »

Sommaire

[Fiche M8] Partenariat franco-allemand : Négocier l'IA

[Fiche M5] Réseau Sharers & Workers

[Fiche M10] Quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ?

[Fiche M8] Partenariat franco-allemand : Négociier l'IA	
Méthodologie :	Évènements participatifs autour des regards croisés franco-allemands sur le dialogue social technologique l'IA
Mots clefs :	IA, Dialogue social technologique, France-Allemagne
Coordination :	Hans Böckler Stiftung, IRES, IAE Paris Est, FES
Membres de l'équipe du projet et appartenances :	Odile Chagny
Financeur(s) :	Hans Böckler Stiftung, Friedrich Ebert Stiftung, UP coop à partir de 2026
Partenaire(s) :	Hans-Böckler-Stiftung, IRES, IAE Paris-Est
Valorisation de la recherche :	en cours
Rapport ou rapport intermédiaire :	
Temporalité ou échéances :	Projet en cours. 25-26 juin 2025 pour le premier séminaire, prolongements prévus en 2026
Axe du Programme de travail :	relations professionnelles et syndicalisme
Synthèse du projet :	
L'objectif du partenariat est de créer un espace de discussion franco-allemand où l'expérience pratique rencontre les connaissances académiques, autour des questions suivantes : • Comment mettre en œuvre un dialogue social efficace alors que les systèmes d'IA remodelent nos lieux de travail ? • Que peuvent apprendre les syndicats et les représentants du personnel français et allemands de leurs expériences respectives en matière de négociation de la mise en œuvre de l'IA ? • Comment protéger les intérêts des travailleurs tout en naviguant dans les complexités des systèmes de prise de décision automatisés ? L'année 2025 a été marquée par l'organisation d'un atelier en juin 2025 qui a réunit une cinquantaine de syndicalistes, des représentants du monde du travail et des chercheurs universitaires de France et d'Allemagne, avec l'organisation d'ateliers collaboratifs visant favoriser les regards croisés et les retours d'expérience sur la question du dialogue social technologique. Le projet se prolongera en 2026 par l'organisation de webinaires en ligne, en vue de capitaliser sur la mise en œuvre du dialogue social sur l'IA dans les deux pays. L'objectif est, au travers d'une démarche de recherche action collaborative, d'outiller dans une perspective franco-allemande les représentants du personnel au travers de la création d'un espace de dialogue informel.	

[Fiche M5] Réseau Sharers & Workers

Objet : Le réseau Sharers & Workers, créé par l'IRES, a pour objectif est de faire se rencontrer des acteurs de la recherche, des acteurs de la transformation numérique en entreprise et des acteurs syndicaux pour appréhender collectivement ces transformations. La démarche s'est d'abord déployée en France à partir de 2015, puis à l'échelle Européenne depuis début 2018, en coopération avec la Confédération Européenne des Syndicats. Plus de 800 parties prenantes ont participé à des événements ou des groupes de travail (acteurs du numérique, syndicalistes, chercheurs, experts, acteurs publics, de l'ESS, du monde coopératif, etc.).

Méthodologie : Organisation d'événement parties prenantes, expérimentation organisationnelle.

Mots clefs : Numérique, interopérabilité, communs, dialogue

Coordination : Odile Chagny –IRES, Christophe Teissier, ASTREES-UltraLaborans

Membres de l'équipe du projet : Odile Chagny

Financier : soutien du groupe UP COOP

Partenaires : UltraLaborans, CAP DIGITAL, Tesaco, Startin'Blox

Valorisation de la recherche : <https://www.sharersandworkers.net/#section-1>

Temporalité ou échéances : Réseau permanent, créé en 2015

Axe du Programme de travail : Transformation du système productif, macroéconomie

Synthèse du projet

Le réseau a initié en 2021 un nouveau cycle d'événements Sharers & Workers, toujours dans une logique partenariale, avec plusieurs partenaires.

Le cycle « le Web après les Plateformes » est porté en collaboration avec plusieurs organisations engagées dans la volonté de faire du numérique un bien commun (CAP DIGITAL, Startin'blox, le projet TESaCO de l'Académie des Sciences Morales et Politiques).

Les actions du réseau ont vocation à se recentrer en 2025 sur les enjeux de gouvernance des données, de démocratie délibérative, du rôle des organisation syndicales dans ce contexte.

Un projet de dataspace sur la démocratie a été initié par certains des partenaires du projet.

[Fiche M10] Quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ? Bilan et perspectives.

Méthodologie : Entretiens qualitatifs ; Revue de la littérature ; Exploitations statistiques

Mots clefs : indicateurs, enquêtes qualitatives, enquêtes quantitatives,

Coordination : Frédéric Lerais

Membres de l'équipe du projet et appartenances : A définir

Financier(s) : demande commune des OS dans le cadre de l'AO

Partenaire(s) : A définir

Valorisation de la recherche : Rapport de recherche

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : juin 25- juin/décembre 26

Axe du Programme de travail : Transversal / Mutations du système économique et macro-économie

Synthèse du projet

Cette proposition d'étude répond à une demande commune adressée au Centre commun de recherches (CCR) par les organisations syndicales (OS) dans le cadre de l'Agence d'objectifs (AO).

Il s'agit de mener une étude, au cœur de la mission et du fondement de l'Institut, intitulée : « quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ? » L'objectif est de dessiner les voies d'un développement d'un « outil » d'observation et d'analyse pour les organisations syndicales pour mieux s'inscrire dans le débat économique et social et nourrir la réflexion au service de l'action syndicale. Pour répondre à cette demande plusieurs étapes sont nécessaires.

Il s'agit d'une part de mener une analyse des besoins des OS à différents niveaux (confédérations, fédérations, entreprises) en matière d'analyse économique et sociale, en faisant aussi le point sur les indicateurs quantitatifs ou qualitatifs mobilisés dans le débat public. Pour cela l'équipe mènera des entretiens qui permettront de cartographier les besoins et les questions principales à traiter.

En regard, il s'agira de faire le point sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs existants et sur leur mobilisation dans les débats. Les thèmes porteront sur les relations professionnelles, l'emploi, le travail, les revenus (salaire et protection sociale) et le système productif. Ils pourront avoir une dimension comparative dans certains cas.

Sera menée une analyse (critique) d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs mobilisés dans les débats d'actualités (sur des champs ou des débats à préciser). Cette analyse vise à interroger la validité ou préciser les limites de ces indicateurs y compris dans leur dimension comparative internationale. Il s'agira de voir si éventuellement si d'autres indicateurs sont nécessaires.

Le résultat de la recherche permettra de préfigurer ce que serait cet « outil » (ainsi que sa périodicité) consistant à éclairer les sujets d'actualités ou émergeant. En un sens, il s'agit d'une étude de faisabilité.

Le document qui en résultera pourrait prendre la forme de propositions et d'exemples de ce que pourrait être cet outil. Il comportera des préconisations en en portant en particulier une attention sur le caractère viable et durable de cet outil. Il fera le point sur les investissements et les ressources nécessaires. Il portera aussi une attention sur sa visibilité.

ÉTUDES ACHEVÉES EN 2025

« Relations professionnelles et syndicalisme »

Sommaire

[Fiche R7] L'impact du Brexit sur les Comités d'Entreprise Européen

[Fiche R9] DIALIA - Dialoguer sur l'IA

[Fiche R13] Les transformations des relations d'emplois dans les fonctions publiques

[Fiche R7] Comités d'entreprise européens après le Brexit : stabilité institutionnelle, changement et disparition dans les relations de travail transnationales (EWCaB)

Objet : Enquête dans trois pays (Allemagne, France, Royaume-Uni) sur l'impact du Brexit sur les Comités d'entreprise européens (CEE), instances de représentation transnationale dans les entreprises multinationales opérantes en Europe.

Méthodologie : Entretiens, comparaison internationale, études de cas, statistique descriptive

Mots clefs : Brexit, CEE, entreprise multinationale, UE, Directive 94/45/CE

Coordination : Referent IRES : Marcus Kahmann (marcus.kahmann@ires.fr)

Membres de l'équipe du projet : Marcus Kahmann (IRES), Anna Frisone (IRES), Marco Hauptmeier (Université de Cardiff), Louis Lines (Université de Cardiff), Markus Hertwig (Université de la Ruhr Bochum), Patrick Witzak (Université de la Ruhr Bochum)

Financier(s) : Agence nationale de la recherche (ANR, France) ; Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG, Allemagne) ; Economic and Social Research Council (ESRC, UK)

Partenaires : IRES (FR), Université de Cardiff (UK), Université de la Ruhr Bochum (AL)

Valorisation de la recherche :

Publiés :

1. *Brexit et comités d'entreprise européens : un enjeu de négociation*, « Revue de l'IRES », 115/2025, pp. 65-99
2. *Paroles d'acteurs : quel bilan du dialogue social dans les comités d'entreprise européens à la veille de la nouvelle directive ?*, « Revue de l'IRES », 115/2025, pp. 101-118
3. *L'impact du Brexit sur les comités d'entreprise européens (CEE) : négociations au sein des entreprises multinationales françaises, allemandes et britanniques*, « Éclairage de l'IRES – en ligne », 33/2025
4. *Brexit's Impact on Transnational Employee Representation. Regulatory changes and contested futures of European Works Councils*, European Journal of Industrial Relations.
5. *European Employment Relations after Brexit: Applying Institutional Theory to European Works Councils*, SDT Discussion Paper online series (University of Ruhr-Bochum)
6. Video for the IRES media series: <https://youtu.be/Znj7EXJaVlQ>

En préparation :

7. *Institutioneller Wandel und Stabilität in transnationalen Interessenvertretungen. Brexit und Verhandlungen über regulatorische Änderungen in Europäischen Betriebsräten*, Industrielle Beziehungen (sous revision)
8. *European Works Council after three decades: Outlining a research Agenda*, European Journal of Industrial Relations
9. *Resilience of European works councils after Brexit: the interplay of factors in bargaining dynamics*, Industrial Relations

Communications :

- 16 - 18 septembre 2025, A. Frisone et M. Kahmann, participation à la conférence IREC « Industrial Relations in a Changing World of Work » au Luxembourg, avec l'essai *L'impact du Brexit sur les Comités européens d'entreprise: dynamiques de négociation autour de la stabilité et du changement institutionnel*.
- 10 - 12 septembre 2025, A. Frisone et M. Kahmann, participation à la conférence ILERA à Durham, avec l'essai *Resilience of European works councils after Brexit: the interplay of factors in bargaining dynamics*.
- 6 - 11 juillet 2025, A. Frisone et M. Kahmann, participation à la conférence ISA à Rabat, avec l'essai *The Impact of Brexit on European Works Councils: Forms and Factors of Continuity and Change*.
- 3 avril 2025, co-organisation du colloque *Comités d'entreprise européens : Quelle résilience ? Du Brexit aux perspectives du dialogue social européen* et présentation des résultats de la recherche.

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final à livrer à l'horizon de 2025.

Temporalité ou échéances : Mars 2023 – Décembre 2025

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et mobilisations

[Fiche R9] DIALIA - Dialoguer sur l'IA

Objet : Le projet s'est inscrit dans la prolongation du projet européen SeCoIa Deal (Servir la Confiance dans l'IA par le Dialogue), porté par la CFE-CGC et l'IRES. Dial-IA vise à contribuer à déployer un cadre méthodologique partagé pour faire du développement du dialogue social technologique au travail et de la déclinaison de l'accord cadre européen de 2020 sur la numérisation du travail (volet IA) un levier opérationnel de la transformation numérique.

Méthodologie : Ce projet de recherche action s'est appuyé sur une approche d'expérimentation organisationnelle. Il s'est inscrit dans une démarche intersyndicale, avec une volonté affichée de mettre en place une démarche participative et collaborative. Le projet a permis de constituer une communauté élargie associant une diversité de parties prenantes du dialogue social technologique (80 membres). Ces derniers émanaient notamment de l'UNAPL, Solidaires Finances Publiques, CINOV DIGITAL, CGT Santé Action Sociale, FEC FO (section Pôle Emploi), FBA CFDT, FCE CFDT, Interco CFDT, UFFA CFDT, CFDT HDF, F3C CFDT, CFE-CGC Métallurgie, CFTC Média+.

Mots clés : économie de la donnée, numérique, dialogue social technologique, dialogue parties prenantes, accord cadre européen.

Membres : Odile Chagny, Pierrette Howayek (CDD IRES), Christophe Teissier (ASTREES)

Financeur(s) : Cofinancement de l'ANACT dans le cadre de la [Fabrique des conditions de travail et Organisation](#), « le dispositif d'innovation de l'Anact pour repérer, faire émerger et valoriser des projets d'amélioration des conditions de travail ».

Partenaires : Le projet Dial-IA a été coordonné en partenariat avec quatre organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CGT UGICT, FO Cadres), avec le soutien d'ASTREES.

Valorisation de la recherche : La boîte à outils a été mise en ligne en janvier et présentée lors d'une conférence de presse en janvier 2025. Dial-IA a été sélectionné comme l'une des trois bonnes pratiques présentées lors de la Conférence internationale sur l'IA au travail, organisée dans le cadre du Sommet mondial pour l'action en faveur de l'IA qui s'est tenu à Paris les 15 et 16 février 2025. Plus de trente participations à des conférences, formations syndicales, débats, congrès syndicaux ont eu lieu dans l'année. De premiers accords de méthode se sont inspirés de la méthodologie de dialogue social itératif proposée par le projet. L'année a aussi été marquée par de nombreuses sollicitations pour une valorisation « académique » du projet, et ont donné lieu à la rédaction de contributions qui seront publiées en 2026 : contribution à des ouvrages collectifs : ILO, ETUI, Editions Octares, Revue des Conditions de Travail.

Rapport : Le manifeste du projet Dial-IA « Pour un dialogue social au service des bons usages de l'IA et d'une nouvelle étape de progrès social dans les entreprises et les administrations » : <https://dialia.alwaysdata.net/> . Le livrable du projet Dial-IA : <https://dial-ia.fr/>

Temporalité : janvier 2023- novembre 2024

Axe : Relations professionnelles et syndicalisme ; Travail et conditions de travail

Synthèse du projet :

Le projet a visé à contribuer à déployer un cadre méthodologique partagé pour faire du développement du dialogue social technologique au travail et de la déclinaison de [l'accord cadre européen de 2020 sur la numérisation du travail](#) (volet IA) un levier opérationnel de la transformation numérique.

Il a permis aux participants d'opérer un travail de veille et de partage des pratiques, de construire un référentiel méthodologique à même de permettre une déclinaison de l'accord cadre européen sur la numérisation, pour sa dimension IA, de mener une expérimentation en vue de tester la méthodologie de déclinaison de l'accord cadre européen. Le projet a été déployé dans une approche intersyndicale. Les activités conduites et les livrables en résultant tant au plan national qu'au plan local d'expérimentation ont vocation à bénéficier à l'ensemble des organisations syndicales.

[Fiche R13] Les transformations des relations d'emplois dans les fonctions publiques

Objet : Les transformations des relations professionnelles dans le secteur public sont un axe de recherche depuis 2000. Ces transformations ont connu une accélération dans la dernière décennie donnant la priorité aux impératifs de maîtrise budgétaire au moyen, notamment, de l'introduction d'une logique de performance et d'efficacité dans les trois fonctions publiques et se sont accompagnées de profondes modifications de la gestion des agents publics s'inspirant du management des ressources humaines du secteur privé. Même si le cœur de la fonction publique continue d'offrir des garanties aux fonctionnaires, on peut aisément discerner l'effet d'érosion de la norme statutaire exercée par l'introduction de cette nouvelle gestion publique ainsi que les effets de l'externalisation vers le privé des missions jugées non essentielles. Ces transformations s'accompagnent également d'une rénovation des règles du dialogue social : modifications des instances de concertation et des critères de représentativité des organisations syndicales, généralisation des négociations, principalement à partir de 2010. La loi de transformations de la fonction publique d'août 2019 et l'ordonnance de février 2021 sur la négociation prolongent ce rapprochement avec la création d'une instance de dialogue social unique calquée sur le Comité social et économique du privé et la possibilité de conclure des accords collectifs à tous les niveaux. Les réformes transforment le modèle de relations professionnelles du public et les syndicats peinent à maintenir ou renouveler leurs modalités d'intervention. Les évolutions du dialogue social dans les trois fonctions publiques restent un axe de recherche pour l'année 2025, avec l'entrée privilégiée des stratégies déployées par les organisations syndicales du public face au développement de l'externalisation.

Méthodologie :

Mots clefs : Relations professionnelles dans la fonction publique, évolutions de la GRH publique, clauses sociales dans les marchés publics

Coordination : Catherine Vincent (IRES)

Rapport ou rapport intermédiaire :

Temporalité ou échéances : 2023

Axe du Programme de travail : Relations professionnelles et syndicalisme

Synthèse du projet :

Dans les dernières années, les travaux ont porté sur les stratégies mises en œuvre par les acteurs de clauses sociales dans les marchés publics afin d'améliorer les conditions de travail dans le secteur des services.

Ces travaux ont mis en lumière les difficultés des fédérations syndicales de la fonction publique à peser sur le contenu des contrats de marchés publics ainsi que sur les conditions de travail et d'emploi des salariés des entreprises sous-traitantes.

Les mêmes difficultés se retrouvent face à la multiplication des processus d'externalisation vers le privé de partie de l'action publique. Pour comprendre les conséquences du recours à l'externalisation, une étude sera menée en 2025 pour l'UNSA A&I.

Il s'agira d'étudier, sur deux ou trois terrains, les modes d'organisation des fonctions de restauration, d'entretien général et de petite maintenance dans les collèges et les lycées. Les collectivités territoriales, dont dépendent les personnels en charge de ces missions, ont de plus en plus recours à des prestataires extérieurs.

Études achevées « Travail et conditions de travail »

Sommaire

[Fiche T2] Stratégies Innovantes sur la Régulation du champ de la perte d'autonomie et les Conditions d'Emploi des salariés

[Fiche T5] Les enquêtes syndicales CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences

[Fiche T7] L'emploi dans les métiers de services perçus comme peu qualifiés

[Fiche T10] La pénibilité du travail

[Fiche T2] Stratégies Innovantes sur la Régulation du champ de la perte d'autonomie et les Conditions d'Emploi des salariés. (SIRCE)

Objet : L'objectif de ce projet est d'étudier trois éléments clés jouant un rôle déterminant sur la qualité des emplois : les modalités de financement, la délimitation des frontières entre métiers et les formes innovantes d'organisation du travail.

Méthodologie : Analyses quantitatives à partir de l'enquête Emploi (Insee) et des enquêtes Conditions de Travail (Dares) ; Entretiens semi-directifs auprès de salariés des services d'aide à domicile, des Ehpad, des habitats intermédiaires ; Monographies de structures ; Entretiens semi-directifs auprès des régulateurs (Conseil départementaux).

Mots clés : Perte d'autonomie ; Aide à domicile ; Ehpad ; Qualité de l'emploi

Coordination : Laura Nirello (IMT NE et Clersé) et FX Devetter (IRES, Clersé, Université de Lille)

Membres de l'équipe du projet : Laura Nirello, Oriane Lanseman, Emmanuelle Puissant, Annie Dussuet.

Financeur(s) : IRESP

Partenaire(s) : CLERSE ; IMT Nord Europe

Publications : 8 articles et chapitres d'ouvrage dont :

Devetter FX (2023) Quelle place pour le « ménage » dans le travail d'accompagnement des personnes âgées ? n°172 (2023/3 - vol. 45) *Gérontologie et société* [art]

Devetter, F., Dussuet, A., Nirello, L. & Puissant, E. (2023). La relation de service face à un « double bénéficiaire » : l'exemple du travail dans les EHPADs ? *Management & Avenir*, 135, 107-129

Devetter, F., Dussuet, A., Nirello, L. & Puissant, E. (2022). Les collectifs de travail dans les métiers auprès des personnes âgées. *Journal de gestion et d'économie de la santé*, 4, 250-274.

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport intermédiaire rendu à l'IRESP en 2022. Rapport final 12/2023

Temporalité ou échéances : Recherche contractuelle (2019-2023) – Valorisations (2023-2025)

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet :

L'objectif de ce projet est d'étudier de manière approfondie trois expériences innovantes relatives à trois éléments clés jouant un rôle déterminant sur la qualité des emplois dans le champ des métiers du Grand Age :

- les modalités de financements : des financements publics accrus et dépassant la logique de la tarification horaire et/ou du cloisonnement des budgets permettent-ils d'initier un cercle vertueux permettant amélioration de la qualité des emplois et des services ? Si oui, peut-on en évaluer l'impact budgétaire ?

- la délimitation des frontières du secteur. Quels sont les modes de financement des expérimentations ayant pour objectif de créer davantage de passerelles entre établissements et domicile ?

- les modalités d'organisation du travail : quel est l'impact de formes d'organisation du travail accordant une plus grande autonomie aux salariées ? Celles-ci jouent-elles un rôle positif tant pour la qualité des emplois que pour celle des services rendus ?

Deux problématiques transversales peuvent être mentionnées en parallèle : la première interroge les frontières entre soin et accompagnement que ce soit dans les modalités de financements, les articulations entre établissements et domiciles ou encore dans les nouveaux modèles organisationnels repérés. La seconde questionne la place de segments spécifiques de la main d'œuvre et tout particulièrement le groupe des « mères seules », largement surreprésentées dans les secteurs d'activité qui nous intéressent. Si cette surreprésentation joue un rôle prioritairement l'axe 3 relatifs à l'organisation du travail, elle vient également interroger les frontières entre domicile et établissements.

[Fiche T5] Les enquêtes syndicales CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences

Objet : La recherche vise à décrire et évaluer l'impact de diverses expériences locales de la démarche revendicative à partir du travail (ou « démarche travail »), formulée par la CGT.

Méthodologie : Entretiens semi-directifs ; recueil de documents

Mots clefs : Démarche travail ; CGT ; Sens du travail ; Pratiques syndicales ; Travail

Coordination : Thomas Coutrot

Membres de l'équipe du projet : Thomas Coutrot (IRES), Cristina Nizzoli (IRES), Lucie Goussard (Centre Pierre Naville), Sabine Fortino (GTM-CRESSPA), Christine Martin (CNAM), Coralie Perez (Centre d'économie de la Sorbonne), Guillaume Tiffon (Centre Pierre Naville) et Sylvain Zeenny-Roch (IRES)

Financier(s) : AO CGT-IRES 2023

Partenaire(s) : IRES

Valorisation de la recherche :

Rapport ou rapport intermédiaire : <https://ires.fr/publications/cgt/re-enchanter-le-syndicalisme-les-enquetes-syndicales-cgt-sur-le-travail-reel/>

Temporalité ou échéances : Terminée en décembre 2025

Axe du Programme de travail : Travail et conditions de travail / Relations professionnelles et syndicalisme

Synthèse du projet

Les enquêtes syndicales sur le travail réel font partie du registre d'action des syndicalistes depuis au moins vingt ans. Ancrées dans les sciences du travail (ergonomie, ergologie, différents courants de la psychologie du travail...), ces démarches se fondent sur le pouvoir d'agir souvent méconnu des travailleuses et travailleurs dans leur activité quotidienne de travail et sur leurs aspirations à mieux travailler afin d'en tirer des ressources pour l'action et le renforcement du syndicat.

La CGT s'est particulièrement impliquée dans ce type de démarche notamment par des collaborations avec des chercheur·es, la réalisation de séminaires et de recherches-actions, et la définition d'une « stratégie revendicative à partir du travail », fréquemment désignée par « démarche travail » dans l'organisation. De nombreux militant·es ont suivi la formation confédérale mise en place pour cette démarche.

Ces enquêtes, souvent appréciées par les participant·es, renforcent la légitimité des acteurs syndicaux auprès de leurs collègues qui apprécient l'intérêt porté à leur travail réel. Il existe cependant des incertitudes sur la capacité du dispositif à atteindre ses objectifs dans la durée. Ces enquêtes donnent lieu à des usages et des méthodologies variés. On ne dispose aujourd'hui d'aucune recherche systématique visant à décrire, analyser et comparer, avec un recul suffisant, un ensemble diversifié d'enquêtes syndicales sur le travail réel. Le projet ici proposé cherche à combler une telle lacune.

Les objectifs de la recherche sont donc les suivants :

- retracer l'historique de ces démarches dans la CGT et les organisations concernées
- caractériser, grâce à des entretiens avec les principaux acteurs de terrain impliqués, la diversité des expériences de recherches-actions ou enquêtes syndicales sur le travail réel, et leur articulation avec les modes d'action plus classiques ;
- analyser leurs conséquences à moyen-long terme sur les situations de travail et sur les trajectoires des militant·es impliqué·es, en prenant en compte les caractéristiques spécifiques de ces militant·es qui expliquent leur engagement dans la démarche
- proposer des éléments d'évaluation, dans la mesure du possible, des apports et enseignements méthodologiques de ces expérimentations.

[Fiche T7] L'emploi dans les métiers de services perçus comme peu qualifiés : des temps de travail, des compétences et des conditions de travail non reconnues.

Objet : Analyse des métiers « à bas salaire » dans les services et identification des facteurs associés à l'existence de rémunérations mensuelles inférieures au SMIC

Méthodologie : Analyses quantitatives à partir de l'enquête Emploi (Insee) et des enquêtes Conditions de Travail ; Entretiens semi-directifs auprès de salariés des services (sécurité, propreté, petite enfance).

Mots clefs : Bas salaire ; services ; temps de travail ; reconnaissance ; conditions de travail

Coordination : Fx Devetter (IRES, Clersé, Université de Lille)

Membres de l'équipe du projet : Julie Valentin (CES, Université Paris 1)

Financeur(s) : CFDT Services

Partenaire(s) : CLERSE ; CES

Valorisation de la recherche : 5 articles et chapitres d'ouvrage dont :

Devetter FX et J. Valentin (2024) Long day for few hours : impact of working time fragmentation on low wages in France. *Cambridge Journal of Economics*, 2024, vol. 48, no 1, p. 89-114 [art]

Devetter, F. & Valentin, J. (2021). Comment revaloriser les métiers « essentiels » ? *L'Économie politique*, 92, 32-43. <https://www.cairn.info/revue--2021-4-page-32.htm>. [art]

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final rendu à la CFDT (juillet 2023)

Temporalité ou échéances : Recherche contractuelle (2020-2023) – Valorisations (2023-2025)

Axe du Programme de travail : Travail, conditions de travail

Synthèse du projet :

Un ensemble de métiers semblent « coller » aux basses rémunérations. Les travailleurs à bas salaire sont concentrés dans un nombre limité de professions : employés de maisons, aides à domicile, agents d'entretiens, assistants maternelles, agents de sécurité, employés de libre-service et caissiers, salariés de l'hôtellerie et de la restauration fournissent les « gros bataillons » des bas et très bas salaires.

Pourtant la plupart de ces métiers sont également considérés comme « en tension ». La logique d'un « marché » du travail devrait alors favoriser des hausses de rémunérations. Comprendre les éléments qui bloquent une revalorisation financière (et symbolique de ces métiers) était l'objet central de ce programme de recherche qui s'est organisé autour de trois axes :

- Le premier visait à mettre en évidence les mécanismes d'invisibilisation des compétences et de construction de la « non-qualification » et de ces effets sur les rémunérations,
- Un second axe pointait le fait que les pénibilités vécues dans l'exercice de ces métiers sont peu mises en avant. Elles ont souvent aux marges de ce qui est explicitement réglementé par les politiques publiques ou les conventions collectives et ne permettent ainsi pas de déboucher sur des compensations salariales,
- Enfin un troisième axe se concentrait sur le décompte du temps de travail et notamment les mécanismes de construction et de mesure des temps effectifs. L'objectif était notamment de montrer comment une part de ces salariés travaillent à temps plein mais sont de fait rémunérés pour une partie seulement du temps dévolu à l'activité professionnelle.

[Fiche T10] La pénibilité du travail : comparaison internationale des dispositifs de compensation et de prévention

Objet : La pénibilité du travail fait l'objet de débats et de dispositions nouvelles dans plusieurs pays au cours des dernières années, notamment du fait de réformes des retraites qui allongent la durée d'assurance requise et/ou relèvent l'âge d'ouverture des droits à la retraite. La recherche porte sur une comparaison internationale des dispositifs permettant un départ anticipé à la retraite prenant en compte la pénibilité du travail.

L'objectif est de faire un état des lieux des dispositifs prenant en compte la pénibilité du travail dans le champ de la retraite dans un ensemble de pays et de situer cette prise en compte parmi les dispositifs alternatifs existants.

Méthodologie :

1) Outre la France, huit pays ont été retenus. Ils relèvent de systèmes de retraite mais aussi de mode de régulation des relations de travail et de contexte socio-historiques différents. Ils ont été choisis pour constituer des paires présentant des proximités sur certaines caractéristiques et pour contraster entre elles.

2) Revue de littérature sur les pays retenus pour la comparaison et sur des comparaisons internationales :

- revues scientifiques, avec une couverture assez large en termes de thématiques et de disciplines (relations professionnelles, économie du travail, ergonomie, sociologie du travail, droit). Une première liste de revues socles de cette méta-analyse ainsi que des mots-clés seront identifiés.
- rapports produits sur la pénibilité dans les cinq dernières années par différentes instances (OCDE, Commission européenne, ETUI, Confédération européenne des syndicats, etc.).

2) Recherches par pays pour documenter les dispositifs existants relatifs à la pénibilité et à la prévention. Recherche d'informations dans la langue du pays (avec utilisation de Deepl et test/vérification des résultats de traduction) d'abord sur la nature et les caractéristiques du ou des dispositifs existants, le nombre de personnes parties par ces dispositifs. Des sources différentes (officielles, syndicales, presse, recherche) sont confrontées pour valider une information.

Mots clefs : Pénibilité ; conditions de travail ; retraite

Coordination : Annie Jolivet (CRTD-CNAM et Ceet-CNAM ; GIS CREAPT et chercheuse associée à l'Ires)

Membres de l'équipe du projet : Kevin Guillas-Cavan (Ires)

Financier(s) : CFDT (Agence d'objectifs)

- **Valorisation de la recherche :** [Jolivet Annie \(2025\), « Prise en compte de la pénibilité du travail en comparaison internationale : enjeux, difficultés et choix d'une méthodologie adaptée », « Autour des thématiques de l'axe 4 » Séminaire de recherche Equipe Ergonomie, Paris, 19 juin 2025.](#)

- [Jolivet Annie \(2025\), « Transitions, travail et emploi : 3 exemples de recherche », Séminaire Transverse du CRTD, « La fabrique des transitions : travail, milieux et normes », Paris, 12 juin 2024.](#)

- Auditions par les magistrats de la 3ème section de la 5ème chambre de la Cour des comptes (24 juin 2025) sur les « seniors », par une mission de la Cour des comptes (3 décembre 2025) sur la prise en compte de la pénibilité en France et dans d'autres pays, par France Stratégie (9 décembre 2025) sur l'emploi des seniors et la prise en compte de la pénibilité.

- Abou el Khair Catherine, « La réforme des retraites a encore accentué la fragmentation des dispositifs liés à la pénibilité », *Santé et Travail*, 3 décembre 2025. <https://www.sante-et-travail.fr/reforme-retraites-a-encore-accentue-fragmentation-dispositifs-lies-a-penibilite>

A venir en 2026 :

- [finalisation du rapport définitif, synthèse et résumé et traduction en anglais ;](#)
- [publication du rapport définitif sur le site de l'Ires \(en français et en anglais\) au 1^{er} semestre 2026 ;](#)
- [présentation des résultats à l'occasion d'un webinaire ouvert aux adhérents de la CFDT \(support adapté\) ;](#)
- [rédaction d'un article pour valorisation dans une revue.](#)

Rapport ou rapport intermédiaire : rapport intermédiaire (avril 2025) ; rapport final provisoire (septembre 2025), volume 1 Comparaison internationale, volume 2 Monographies pays.

Temporalité ou échéances : 1er février 2024-31 mars 2025 (convention CFDT). Avenant 1 pour extension jusqu'à fin juillet 2025. Avenant en cours pour extension jusqu'à fin 2026 (valorisation).

Axe du Programme de travail : Travail et conditions de travail

Synthèse du projet :

L'analyse comparée des dispositifs de compensation de la pénibilité du travail révèle sans surprise une grande diversité dans la construction, l'organisation et le financement de ces dispositifs. Cette diversité a conduit à élargir l'analyse : intégrer des dispositifs qui ne constituent pas une retraite anticipée ; prendre en compte l'ensemble des conditions d'accès à ces dispositifs, l'âge minimum et la durée d'assurance ne suffisant pas à saisir les combinaisons de critères ; prendre en compte des dispositifs non spécifiques, à la fois pour apprécier ce qui existe dans les pays qui n'ont pas de dispositifs spécifiques mais aussi pour repérer les voies de retraite ou de sortie avant l'âge dit normal, ordinaire ou légal de la retraite.

Le travail monographique fin permet d'éclairer les caractéristiques et les logiques des dispositifs spécifiques et d'envisager les particularités des dispositifs français. Il montre les points de convergence mais aussi les différences entre pays. Il pointe en particulier les inégalités systématiques entre hommes et femmes quant à l'accès aux dispositifs spécifiques, les inégalités liés aux parcours et la prise en compte très limitée de certaines conditions de travail, notamment les agents chimiques et la charge cognitive et psychique du travail.

On a pu relever la difficulté, dans tous les pays, à disposer d'une vision globale des dispositifs permettant le départ en retraite ou la sortie anticipée pour des raisons liées au travail. Ces difficultés tiennent au découpage institutionnel, à une fragmentation des dispositifs, à la coexistence de dispositifs spécifiques et non spécifiques. Les évolutions des dispositifs et des systèmes de retraite rendent particulièrement difficile une analyse et un suivi réguliers. Il reste également un important travail de collecte d'information et d'analyse sur les dispositifs produits par la négociation collective et sur l'articulation à la prévention.

Pour élaborer la description et l'analyse des dispositifs, pour chaque pays et en comparaison internationale, une méthodologie adaptée a été construite : recherche de documents en langue du pays et en anglais, mobilisation d'un grand nombre de documents de statuts différents (descriptions administratives à destination des personnes concernées, études, commentaires, presse), comparaison des contenus, sur des aller-retours, sur des recherches de proche en proche, nombreuses boucles de rétroaction.

Études achevées « Emploi, chômage et politique d'emploi »

Sommaire

[Fiche E9] Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ?

[Fiche E11] Quel modèle économique des entreprises à but d'emploi (EBE) dans le cadre de l'expérimentation TZC

[Fiche E12] Acteurs locaux de de l'insertion et stratégies d'accompagnement

[Fiche E9] Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ?

Une étude de cas sur les groupements d'employeurs

Objet : L'objectif de l'étude est l'étude des soutiens publics au développement de l'emploi sous statut précaire en agriculture au sein des groupements d'employeurs

Méthodologie : Synthèse bibliographique sur les groupements d'employeurs agricoles et leur diversité
Synthèse de la littérature réglementaire et administrative sur le TO/DE

Analyse monographique du fonctionnement de plusieurs groupements d'employeurs

Analyse statistique des données de la Mutualité sociale agricole (MSA)

Mots clefs : Salariat agricole ; Exonérations TO/DE ; Groupements d'employeurs

Coordination : Axel Magnan (IRES)

Membres de l'équipe du projet : Aude Barbottin (INRAE SADAPT), Adelaide Nascimento (INRAE SADAPT)

Financeur(s) : INRAE Département SAD

Partenaire(s) :

Valorisation de la recherche :

Magnan A., Barbottin A. et Nascimento A. (2025), Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ? Une étude de cas sur les groupements d'employeurs, Rapport de recherche en réponse à l'appel à projet INRAE, Paris. [rapport]

Magnan A. (2025), Farmworkers' policies: Instruments to ensure national competitiveness under the Common Agricultural Policy, EAEPE Annual Conference 2025, Athènes, 24-26 septembre 2025 [com]

Rapport ou rapport intermédiaire : Rapport final communiqué fin décembre 2024

Temporalité ou échéances : Valorisations en cours en 2026

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet

Les exonérations de cotisations sociales patronales Travailleurs Occasionnels / Demandeurs d'Emploi (TO/DE) constituent un instrument central des politiques publiques soutenant le recours à des salariés précaires dans l'agriculture. Plus élevées que le régime général d'exonérations patronales sur les bas salaires, elles sont limitées aux salaires les plus faibles et aux contrats CDD saisonniers. Malgré leur importance croissante, l'évaluation de l'impact économique des TO/DE n'a pas été faite dans le champ académique ou administratif. Il existe aussi un mouvement important d'externalisation de la main d'œuvre salariée précaire des exploitations agricoles vers les groupements d'employeurs (GE), créés originellement pour sécuriser l'emploi salarié agricole via le partage de la main d'œuvre. Malgré cette dynamique, les groupements d'employeurs existent dans une grande diversité de structures qui sont mal connues. Aussi est-il difficile d'apprécier le rôle que joue le TO/DE dans le recours croissant à du salariat précaire par ces groupements. Cela, alors que cette dynamique de recours à des salariés précaires apparaît s'opposer directement à la logique de sécurisation des parcours et des compétences au cœur de la vocation originelle des groupements d'employeurs. La question que ce projet se propose de traiter est alors : Comment le TO/DE, qui soutient le recours à l'emploi précaire en agriculture, a-t-il pris une telle importance dans le secteur agricole français ? Comment a-t-il contribué à transformer le fonctionnement des groupements d'employeurs, dispositifs initialement tournés vers la sécurisation de l'emploi, vers le recours massif au salariat précaire ?

[Fiche E11] Quel modèle économique des entreprises à but d'emploi (EBE) dans le cadre de l'expérimentation TZC

Objet : Essayer de comprendre le modèle économique des entreprises à but d'emploi, sa spécificité et ses effets sur les dynamiques de travail des salariés embauchés

Méthodologie : Monographies menées sur plusieurs territoires issus des expérimentations loi 1 et loi 2 aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Entretiens qualitatifs et exploitation de données administratives

Mots clefs : modèle économique, évaluation, dynamique de travail

Membres de l'équipe du projet : Anne Fretel Université Paris 8, LED, associée IRES

Financeur(s) : DARES APR (co-financement)

Partenaire(s) : Camille Boullier Noémie Dudzinski Anne Fretel (coord) Laurent Gardin Benoît Prévost Philippe Semenowicz Aubin Tantot Sylvain Vatan

Valorisation de la recherche : Fretel A., Jany-Catrice F., « Un projet politique peut-il nuire à l'établissement d'un modèle socio-économique durable ? Discussion autour de l'entreprise à but d'emploi de l'expérimentation « territoires zéro chômeur » » in Collectif RIUESS MSE, *Revisiter les Modèles socio-économiques associatifs, Historicité Réciprocité Territorialité Activité*, ed Les Bords de l'Eau, Collection Territoires de l'ESS

En cours. Numéro spécial de la Revue de l'IRES prévu pour le second semestre 2026

Rapport ou rapport intermédiaire : [Analyse comparative des modèles socio-économiques des Entreprises à but d'emploi \(ACME\)](#)

Temporalité ou échéances : rapport final remis en juin 2025 publié en septembre 2025

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet

L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) vise la création d'emplois à durée indéterminée pour des personnes privées durablement d'emploi (PPDE). L'expérimentation se déploie sur des territoires volontaires dont les candidatures sont instruites par le Fonds ETCLD qui propose au ministère du Travail de les sélectionner et de les habiliter.

Au cœur de l'expérimentation est posée une entreprise à but d'emploi (EBE), structure à lucrativité limitée relevant de l'économie sociale et solidaire, censée embaucher les PPDE sans les sélectionner, en développant des activités partant de leurs souhaits (mais n'entrant pas en concurrence avec celles déjà existantes sur le territoire) et en dégagant progressivement des recettes d'activités suffisantes pour équilibrer ses comptes (en plus d'une contribution nationale publique, et d'une contribution des conseils départementaux depuis le décret de décembre 2020, au développement de l'emploi). C'est cette structure de l'EBE que nous souhaitons interroger en essayant de saisir ce que cet espace spécifique produit en termes de dynamiques économiques et de dynamique de travail.

Notre recherche vise à approfondir le modèle socio-économique (MSE) de l'EBE sous deux angles principaux : 1) qualifier et comparer finement les composantes de ce/ces modèle·s, saisir leurs interactions et la façon dont ce/ces modèle·s socio-économique·s peut/peuvent s'inscrire sur leur territoire dans une trajectoire de soutenabilité financière, sociale et écologique ; 2) questionner les effets du ou de ces modèle·s socio-économique·s de l'EBE sur les salariés

[Fiche E12] Acteurs locaux de de l'insertion et stratégies d'accompagnement

Objet : Questionner les pratiques d'accompagnement et comprendre leurs possibles tensions entre cadres des dispositifs, logiques de financement public et volonté de répondre aux besoins des publics

Méthodologie : accompagnement de structures locales d'insertion sur la ville de Pantin (Mission locale et Agence locale d'insertion pour les bénéficiaires du RSA)

Mots clefs : politique d'emploi, accompagnement

Membres de l'équipe du projet : Anne Fretel Université Paris 8, LED, associée IRES

Financier(s) : sans financement

Partenaire(s) : sur le volet lié aux missions locales = Nicolas Favaque

Valorisation de la recherche :

Webinaire organisé par l'Institut Bertrand de présentation de l'étude intitulée :

Besoins des jeunes et pertinence de la réponse de la mission locale -Mercredi
<https://www.youtube.com/watch?v=v4ANenfodIA>, 11 juin 2025

Rapport ou rapport intermédiaire : Anne Fretel et Nicolas Farvaque, « Quelle attente des jeunes vis-à-vis de la mission locale », février 2025

Temporalité ou échéances : travail de partenariat débuté avec les acteurs de l'insertion de Pantin qui se traduit notamment par la participation à un GIP

Axe du Programme de travail : Emploi, chômage, politique d'emploi

Synthèse du projet

Par la participation à un GIP, je me positionne dans une démarche de recherche-action permettant d'accompagner des acteurs de l'insertion sur le territoire pantinois pris en tension entre leur volonté de changement de pratiques et leurs contraintes institutionnelles (en termes de financement notamment).

Il s'agit à la fois de produire un travail d'évaluation de leurs pratiques mais aussi d'accompagner les conseillers dans des changements de pratiques.

Étude achevée « Mutation du système productif, macroéconomie »

[Fiche M4] L'intelligence Artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économiques

Objet : Les objectifs sont de : 1) construire un état des lieux problématisé des usages de l'IA et de leurs conséquences sur le travail et l'emploi. 2) discuter les recommandations que la littérature délivre en termes d'options de politiques d'entreprises et de politiques publiques sur les usages de l'IA et son déploiement dans le monde du travail. 3) proposer des pistes de recherche pour les sciences du travail et de l'emploi

Méthodologie : Méta-analyse des études empiriques au niveau international dans les champs de l'économie du travail, de l'ergonomie, et de la sociologie du travail.

Mots clés : Intelligence Artificielle, emploi, travail, soutenabilité, économie, ergonomie

Coordination : Flore BARCELLINI (CTRD-Cnam)

Membres de l'équipe : Tamari GAMKRELIDZE (CTRD-Cnam), Nathalie GREENAN (Lirsa-Cnam et Ceet-Cnam), Annie JOLIVET (CTRD-Cnam et Ceet-Cnam, Gis Creapt, chercheuse associée à l'Ires), Moustafa ZOUINAR (CTRD-Cnam et Orange Labs)

Financeur(s) : Cgt-Force ouvrière (Agence d'objectifs Ires)

Valorisation de la recherche : 5 communications orales

- Barcellini F., Gamkrelidze T., Greenan N., Jolivet A., Zouinar M. (2024), « L'intelligence artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économiques », La Fabrique de l'ergonomie, Séminaire public annuel de l'équipe Ergonomie du Cnam, 7ème édition Le travail à l'épreuve des transitionS, 25-26 janvier, Cnam, Paris.
- Barcellini F., Zouinar M. (2023), « L'IA au travail : quelles transformations des activités professionnelles? », Conférence du Ceet « Les transformations technologiques et l'intelligence artificielle au travail », 29 novembre, Cnam, Paris.
- Barcellini F., Greenan N., Zouinar M. (2024), Comment faire de l'intelligence artificielle une technologie vertueuse pour l'emploi et le travail ? *Vie publique*, octobre.
- Jolivet A., participation à la table-ronde, 4ème édition des Rencontres Engagées Syndex, Paris, 23 janvier 2025.
- Barcellini Flore, Gamkrelidze Tamari, Greenan Nathalie, Jolivet Annie et Zouinar Moustafa (2025), « Le travail et l'emploi à l'épreuve de l'IA », Journée FO « l'IA et le monde du travail », Paris, 12 février 2025.

Rapport : [Le travail et l'emploi à l'épreuve de l'IA. État des lieux et analyse critique de la littérature](#)

Temporalité ou échéances : Mars 2023 à Mars 2025

Synthèse du projet :

Le rapport propose une analyse critique et empirique des promesses et craintes associées aux transformations du travail et de l'emploi liées à l'IA. Il rappelle ce que l'on appelle Intelligence Artificielle, ses limites techniques et le revers de ses promesses (par exemple mirage de la collaboration humain-technologie). Le rapport recommande de développer 4 piliers pour un usage soutenable de l'IA dans la sphère professionnelle : (1) la capacité d'apprentissage des organisations, (2) un dialogue social renouvelé, (3) des conduites de projet donnant une valeur à l'activité et l'expérience des professionnel et (4) la documentation d'expérimentation en situation réelle proposons quatre piliers de pour le développement d'usages soutenables de l'Intelligence Artificielle dans la sphère professionnelle.

Table des matières

Publications, interventions et expertises de l'équipe de recherche en 2025	5
Publications de l'Ires en 2025	22
 NOUVEAUX PROJETS 2026.....	25
« Relations professionnelles et syndicalisme »	25
[Fiche R21] Une féminisation du dialogue social transnational ? Trajectoires militantes et sélection des secrétaires des comités d'entreprise européens en comparaison	25
Nouveau projet « Travail et conditions de travail »	26
[Fiche T16] Travailler dans un secteur polluant et faire face au conflit éthique environnemental	26
Nouveaux projets « Salaire, revenus, protection sociale »	27
[Fiche S13] Quelles négociations collectives autour du partage de la valeur ?	28
[Fiche S14] Coût du capital et partage de la valeur dans les secteurs des services à la personne et de la propreté	29
Nouveau projet « Emploi, chômage et politique d'emploi ».....	30
[Fiche E16] Recherche-action sur la dimension expérientielle du CEP.....	30
 ÉTUDES EN COURS	31
« Relations professionnelles et syndicalisme »	31
[Fiche R10] Le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises.....	32
[Fiche R12] Migrations du travail, acteurs sociaux	33
[Fiche R14] Dialogue social de branche	34
[Fiche R15] La dynamique des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail	35
[R16 Fiche] Négocier, signer et mettre en œuvre de « bons » accords.....	36
[R20 Fiche] Mobilisations syndicales pour une reconversion collective, écologique [...].....	37
Études en cours « Travail et conditions de travail ».....	38
[Fiche T6] Paroles de salariés de « la deuxième ligne »	39
[Fiche T8] EXposition des Agents de MENage aux contaminants de l'air intérieur	40
[Fiche T9] Séminaire syndical travail	41
[Fiche T11] Études statistiques sur le sens du travail en Europe	42
[Fiche T12] De "nouveaux" types d'actifs agricoles	43
[Fiche T13] Un site, plusieurs entreprises.....	44
[Fiche T14] Emplois et trajectoires migratoires dans les métiers du particulier employeur [...]	45
[Fiche T15] Santé et sécurité au travail des salariés travaillant dans les exploitations agricoles.....	46

Études en cours « Emploi, chômage et politique d'emploi »	47
[Fiche E2] Le développement du salariat précaire dans l'agriculture française.....	48
[Fiche E3] Parcours des salarié·es de l'Insertion par l'activité économique	49
[Fiche E4] L'accompagnement expérientiel	50
[Fiche E6] Évaluation des expérimentations relatives aux Entreprises adaptées.....	51
[Fiche E7] Fondements et ressorts des pratiques de médiation active	52
Études en cours « Salaire, revenus et protection sociale »	54
[Fiche S9] L'index d'égalité professionnelle hommes-femmes : un outil pour la négociation ?.....	55
[Fiche S10] Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie (Trajex)	56
[Fiche S11] Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée : instrumentation et territoires	57
Études en cours « Mutation du système productif, macroéconomie »	58
[Fiche M8] Partenariat franco-allemand : Négocier l'IA	59
[Fiche M5] Réseau Sharers & Workers	60
[Fiche M10] Quelle analyse économique et sociale pour les organisations syndicales ?	61
ÉTUDES ACHEVÉES EN 2025	62
« Relations professionnelles et syndicalisme »	62
[Fiche R7] Comités d'entreprise européens après le Brexit.....	63
[Fiche R9] DIALIA - Dialoguer sur l'IA	64
[Fiche R13] Les transformations des relations d'emplois dans les fonctions publiques.....	65
Études achevées « Travail et conditions de travail ».....	66
[Fiche T2] Stratégies Innovantes sur la Régulation du champ de la perte d'autonomie et les Conditions d'Emploi des salariés. (SIRCE)	67
[Fiche T5] Les enquêtes syndicales CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences.....	68
[Fiche T7] L'emploi dans les métiers de services perçus comme peu qualifiés.	69
[Fiche T10] La pénibilité du travail : comparaison internationale des dispositifs de compensation et de prévention	70
Études achevées « Emploi, chômage et politique d'emploi »	72
[Fiche E9] Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ?.....	73
[Fiche E11] Quel modèle économique des entreprises à but d'emploi (EBE) dans le cadre de l'expérimentation TZC.....	74
[Fiche E12] Acteurs locaux de de l'insertion et stratégies d'accompagnement.....	75
Étude achevée « Mutation du système productif, macroéconomie »	76
[Fiche M4] L'intelligence Artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économiques.....	76
